

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/LVA/8

19 février 1996

(96-0602)

Original: anglais

ACCESSION DE LA LETTONIE

Questions et réponses additionnelles

La Mission permanente de la République de Lettonie a communiqué au Secrétariat les réponses aux questions soulevées à la réunion tenue par le Groupe de travail le 13 novembre 1995 pour qu'il les distribue aux membres du Groupe de travail. Les questions et les réponses sont reproduites ci-après.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION ET OBSERVATIONS SUCCINCTES	
2. Cadre institutionnel	
b) Régime des prix (questions 1-3)	2
e) Secteur financier (questions 4-12)	5
II. ECONOMIE ET COMMERCE EXTERIEUR	
1. Economie	
b) Privatisation (questions 13-15)	9
III. REGIME DE COMMERCE EXTERIEUR	
1. Réglementation des importations	
a) Evaluation de la réglementation tarifaire (questions 16-19)	11
b) Nomenclature douanière, types de droits, etc. (question 20)	15
c) Régime d'imposition (question 21)	15
d) Mesures non tarifaires et régime de licences (questions 22-30)	16
e) Valeur en douane (questions 31-32)	26
h) Normes et certification (questions 33-44)	27
i) Droits antidumping et droits compensateurs (questions 45-46)	29
j) Mesures sanitaires et phytosanitaires (questions 47-50)	30
2. Réglementation des exportations	
b) Régime de licences d'exportation (question 51)	31
3. Incitations à l'exportation, y compris les subventions (question 52)	31
4. Réglementation du commerce de transit (question 53)	32

	<u>Page</u>
IV. AUTRES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE EXTERIEUR	
2. Politique agricole (questions 54-63)	32
5. Politique en matière d'investissement intérieur et d'investissement étranger (question 64)	38
6. Marchés publics (question 65)	39
7. Entreprises commerciales d'Etat (questions 66-68)	39
9. Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (questions 69-71)	42
V. FONDEMENT INSTITUTIONNEL DES RELATIONS COMMERCIALES ET ECONOMIQUES AVEC LES PAYS TIERS (questions 72-74)	44
VI. LOIS ET INSTRUMENTS JURIDIQUES	

I. INTRODUCTION ET OBSERVATIONS SUCCINCTES

2. Cadre institutionnel

b) Régime des prix

1. Veuillez indiquer tous les secteurs qui sont ou pourraient être considérés comme des "monopoles naturels" en vertu de lois, règlements ou décrets lettons.

- **Veuillez donner la liste de toutes les entreprises qui fonctionnent comme des "monopoles naturels" en vertu de ces dispositions. Veuillez indiquer si ces entreprises importent ou exportent des biens ou services.**
- **Existe-t-il dans le cadre de ces "monopoles naturels" des sous-secteurs ouverts aux entreprises étrangères?**
- **Le contrôle des prix s'applique-t-il uniquement aux produits considérés comme faisant l'objet d'un "monopole naturel" ou aussi à d'autres secteurs?**

Réponse

Les secteurs considérés comme monopoles naturels sont les suivants:

- énergie;
- services de communication;

- transports;
- distribution d'eau et assainissement.

Les entreprises qui ont un monopole dans ces secteurs sont les suivantes:

- * dans le secteur de l'énergie:
 - société anonyme d'Etat "Latvijas gāze" (Gaz de Lettonie);
 - société anonyme d'Etat "Latvenergo";
- * dans le secteur des services de communication:
 - société à responsabilité limitée "Lattelekom";
- * dans le secteur des transports:
 - société anonyme d'Etat "Latvijas dzelzceļš" (Chemins de fer lettons);
- * dans le secteur de la distribution d'eau et de l'assainissement:
 - entreprises de distribution d'énergie thermique;
 - entreprises autogérées de distribution d'eau et d'assainissement.

Les sociétés anonymes d'Etat "Latvijas gāze" et "Latvenergo" importent des produits énergétiques; la société à responsabilité limitée "Lattelekom" et la société anonyme d'Etat "Latvijas dzelzceļš" importent et exportent des services de communication et de transport en fonction de leurs besoins.

Certains sous-secteurs faisant l'objet d'un monopole naturel sont ouverts à la concurrence, y compris celle des entreprises à participation étrangère:

- énergie;
- télécommunications;
- distribution de gaz naturel.

Le contrôle et la réglementation des prix sont régis par le Règlement n° 185 concernant la détermination des prix et des tarifs des biens et services, approuvé par le Cabinet le 23 août 1994. Les prix sont réglementés dans le but de garantir des services d'un niveau acceptable dans les secteurs suivants:

- énergie;
- agriculture;
- sylviculture;
- publication de livres scolaires financés par l'Etat;
- pharmacie;
- poste;
- services portuaires;
- services aéroportuaires;
- archives;
- loyers, électricité et services publics.

2. Nous souhaiterions avoir davantage de précisions sur le programme de libéralisation des prix de la Lettonie (questions 27 à 29 du document WT/L/49 et document WT/ACC/LVA/4). Veuillez mettre à jour les données relatives à l'application du contrôle des prix (prix maximums ou prix minimums) aux biens et services d'origine nationale ou importés.

- **Le gouvernement applique-t-il des prix garantis dans d'autres secteurs?**

- **Quels sont les secteurs et les produits ou services dont les prix sont toujours administrés? Veuillez donner, par ligne du SH, les catégories de produits importés assujetties à de telles restrictions.**

Réponse

Des prix minimums ou maximums sont toujours appliqués pour certains services d'origine nationale ou importés:

- transport en transit de pétrole et produits pétroliers par oléoduc;
- transbordement de pétrole et produits pétroliers dans les ports;
- transport en transit de pétrole et produits pétroliers par chemin de fer;
- transport interurbain de personnes et de bagages par véhicules automobiles;
- transports internationaux de personnes et de bagages par véhicules automobiles;
- transports internationaux de marchandises et de personnes par chemin de fer dans le cadre d'accords internationaux;
- transport intérieur de marchandises et de personnes par chemin de fer;
- services portuaires;
- loyers (plafonnement).

Le gouvernement applique des prix garantis aux céréales alimentaires achetées pour les réserves nationales.

Les prix des marchandises importées ne sont pas réglementés, sauf dans le secteur pharmaceutique où ils sont régis par une ordonnance spéciale concernant la formation des prix. En vertu de cette ordonnance, le prix final ne peut dépasser de plus de 20 pour cent le prix à l'importation ou à la production.

3. Les céréales et les produits pharmaceutiques sont-ils les seules catégories de marchandises dont les prix sont actuellement réglementés? Comment cette réglementation est-elle appliquée aux produits importés et aux produits d'origine nationale?

- **Veuillez préciser le calendrier de suppression des prix imposés. En particulier, où en sont les mesures de libéralisation des prix dans les secteurs du logement, de l'énergie et des transports?**
- **D'après le document WT/ACC/LVA/4 (page 5), les prix de tous les produits agricoles ont été libérés, y compris ceux des céréales, et la Lettonie n'applique plus de prix planchers ni de prix plafonds. Néanmoins, le gouvernement continue d'acheter des céréales à des prix garantis, ce qui semble en contradiction avec cette déclaration. Veuillez expliquer cette apparente contradiction.**

Réponse

Il s'est trouvé récemment que les prix des céréales sur le marché intérieur étaient inférieurs aux cours mondiaux. Chaque année, le gouvernement relève les prix d'achat des céréales afin de porter les prix intérieurs au niveau des cours mondiaux.

Le contrôle des prix dans le secteur pharmaceutique a pour effet que le prix au détail ne peut dépasser le prix à la production ou à l'importation de plus de 20 pour cent. Il est appliqué par le Ministère du bien-être public.

Le Règlement n° 185, adopté par le Cabinet le 23 août 1994, définit les domaines dans lesquels le gouvernement peut réglementer et fixer les prix. Cela concerne notamment les céréales et les produits pharmaceutiques.

Les barèmes de prix appliqués dans les secteurs du logement, de l'énergie et des transports sont périodiquement révisés par les collectivités locales, en fonction du prix de revient.

En vertu du Règlement n° 185 concernant la détermination des prix et des tarifs des biens et services, la détermination du prix garanti auquel l'Etat achète des céréales alimentaires est de la compétence du Cabinet.

Toutefois, le Règlement concernant le budget de l'Etat pour 1995 ne prévoit pas les crédits nécessaires pour garantir ces prix.

Aucun crédit n'avait été inscrit au budget de l'Etat les années précédentes également. C'est pourquoi, jusqu'à présent, les prix garantis par l'Etat pour les céréales alimentaires avaient plutôt une valeur indicative et les céréales étaient achetées (au même prix que sur le marché libre) par des entrepreneurs privés.

En 1995, l'Etat a fixé le prix d'achat des céréales destinées aux réserves nationales; ces achats devaient porter sur 32 000 tonnes de céréales, soit 3,55 pour cent de la récolte annuelle. Toutefois, les achats n'ont atteint que 19 300 tonnes, soit 12 700 de moins que prévu.

e) Secteur financier

4. Nous notons avec satisfaction que la Lettonie n'a pas l'intention d'introduire de nouvelles restrictions dans le secteur des services. Le document WT/L/63 donne une longue liste d'activités de services pour lesquelles une autorisation est nécessaire.

- **Où en sont actuellement les mesures prises par le gouvernement letton pour réduire la gamme des activités assujetties à de telles autorisations?**
- **En ce qui concerne les motifs éventuels de refus d'une autorisation, deux des critères semblent quelque peu vagues et arbitraires. Les motifs i) l'entreprise n'a pas l'expérience nécessaire pour importer; et ii) la description des activités de l'entreprise et les documents communiqués soulèvent un doute quant à la fiabilité et à la stabilité de l'entreprise sont subjectifs.**
- **Ce régime ne crée-t-il pas des obstacles au commerce en empêchant certaines entreprises d'y participer sur des bases arbitraires et non transparentes?**
- **Comment le candidat peut-il savoir si le refus d'accorder une autorisation spéciale n'a pas été motivé (réponse à la question 74 du document WT/L/49)?**

Réponse

En vertu du Règlement n° 321 du 31 octobre 1995 sur la limitation des activités des entreprises, les activités de service sont les principales activités sujettes à autorisation. Ce régime vise à garantir la qualité professionnelle des services et à protéger les droits des consommateurs.

L'Etat, les collectivités locales et les associations professionnelles habilitées par la législation et compétentes pour délivrer les autorisations spéciales établissent les critères appliqués à cet effet. Les licences d'importation servent principalement à des fins statistiques.

La règle prévoyant que si le refus d'accorder une autorisation spéciale n'a pas été motivé dans un délai de 30 jours suivant la date de la présentation de la demande l'activité professionnelle est réputée avoir été autorisée, sert à éviter qu'un entrepreneur ait à attendre plus de 30 jours pour recevoir une réponse des autorités.

5. A la page 5 du document L/7526/Add.3, on peut lire que la Lettonie impose certaines limitations à la possibilité pour les fournisseurs de services étrangers d'obtenir des certificats de privatisation et d'opérer sur le marché primaire des valeurs mobilières d'Etat.

- Quelle est la nature de ces restrictions appliquées aux fournisseurs de services étrangers?

Réponse

En vertu de la législation lettone, toute personne physique ou morale étrangère peut participer au processus de privatisation et bénéficier d'une autorisation à cet effet. Une fois l'autorisation obtenue, la personne concernée peut se procurer le nombre de certificats nécessaires pour participer à la privatisation concernée.

Seules les banques établies en Lettonie (y compris les filiales et succursales de banques étrangères agréées) peuvent opérer sur le marché primaire des valeurs d'Etat. Les banques étrangères qui n'ont pas de filiales ou succursales en Lettonie et les autres établissements et personnes physiques étrangers peuvent participer au marché secondaire de ces valeurs.

Les personnes physiques ou morales étrangères ne peuvent acheter de certificats de privatisation que si elles ont emporté les enchères relatives à une entreprise privatisée. Les coentreprises et les filiales d'entreprises étrangères établies en République de Lettonie peuvent acheter des certificats de privatisation sans restriction.

Les fournisseurs de services étrangers peuvent obtenir des certificats de privatisation en s'adressant à des intermédiaires agréés.

6. A propos de la réponse à la question 8 du document WT/L/49, la Lettonie a-t-elle adopté de nouveaux règlements bancaires depuis la faillite de la banque Baltija? Dans l'affirmative, veuillez en fournir un exemplaire. Quelles seront les répercussions de cette faillite sur les entreprises étrangères souhaitant offrir des services financiers en Lettonie?

Réponse

Une nouvelle Loi concernant les institutions de crédit (traduction en langue anglaise communiquée au Secrétariat) a été adoptée par le Parlement (Saeima) en octobre 1995. Ni cette loi ni aucun autre règlement n'impose de restrictions aux établissements étrangers souhaitant offrir des services financiers et bancaires en Lettonie. Les fournisseurs étrangers de services bancaires agréés en Lettonie (filiales ou succursales de banques étrangères) bénéficient du traitement national intégral; ces établissements sont autorisés à fournir tous les services bancaires et financiers aux mêmes conditions que les banques nationales.

7. Les Etats-Unis relèvent que, dans la réponse de la Lettonie à la question 31 du document WT/L/49, il est dit que certaines activités financières requièrent une autorisation, notamment

l'autorisation du Cabinet pour les opérations boursières et les activités du marché des titres et des certificats de privatisation, et l'autorisation de la Banque de Lettonie pour i) l'achat et la vente de devises étrangères; ii) les activités des banques et des organismes de crédit; iii) les activités des banques et des organismes de crédit concernant les métaux précieux et leurs produits.

- **Existe-t-il, parmi les activités énumérées aux alinéas v) à xvi) du paragraphe 5 de l'Annexe sur les services financiers, des activités qui ne peuvent être entreprises par un fournisseur de services financiers étranger établi et dûment agréé en Lettonie?**
- **Les établissements de crédit sont-ils autorisés à opérer sur le marché des titres directement ou par l'intermédiaire d'une filiale directe?**

Réponse

Aucune des activités énumérées aux alinéas v) à xvi) du paragraphe 5 de l'Annexe sur les services financiers n'est interdite aux fournisseurs de services financiers établis et dûment agréés en Lettonie.

Les banques (y compris les filiales et succursales de banques étrangères) dûment agréées en Lettonie peuvent opérer directement sur le marché des titres. Les banques étrangères peuvent opérer sur le marché des titres par l'intermédiaire d'une filiale directe agréée en Lettonie.

8. La Lettonie pourrait-elle fournir le texte des lois ou règlements non encore communiqués qui régissent l'entrée ou l'établissement d'une présence commerciale, l'acquisition d'une institution financière existante, l'expansion ou la diversification des institutions financières étrangères dans des activités pour lesquelles elles seraient traitées différemment des institutions nationales (c'est-à-dire moins favorablement que des institutions nationales en situation similaire) ou auxquelles s'appliquent des restrictions relevant de la liste qui figure à l'article XVI de l'AGCS?

Réponse

Voir la Loi concernant les institutions de crédit, sections II et III. En ce qui concerne l'établissement d'une présence commerciale, l'acquisition ou l'expansion d'une institution financière existante et la diversification dans de nouvelles activités, les institutions étrangères sont traitées conformément aux règles générales (traitement national). Aucune des restrictions du type de celles qui sont énumérées à l'article XVI de l'AGCS n'est appliquée aux services bancaire et financier.

9. La réponse à la question 2 indique que l'octroi des licences que les banques étrangères doivent obtenir pour pouvoir fournir des services de crédit relève du Directoire de la Banque de Lettonie et non de son Conseil d'administration comme c'est le cas pour les banques nationales.

- **Quelles sont les différences institutionnelles et fonctionnelles entre le Directoire et le Conseil d'administration de la Banque de Lettonie? Veuillez expliquer quelles sont les principales différences entre l'examen des demandes fait par le Directoire et celui qui est fait par le Conseil d'administration.**
- **Quelles sont les spécificités de l'examen des demandes émanant d'institutions étrangères par le Directoire? Les critères appliqués sont-ils différents?**
- **Quels sont les critères appliqués par le Directoire de la Banque de Lettonie lorsqu'il examine une demande de licence présentée par une banque étrangère? Ces critères sont-ils les mêmes que ceux appliqués par le Conseil d'administration lorsqu'il examine une demande émanant d'un établissement letton?**

Réponse

Le Directoire de la Banque de Lettonie (qui correspond à l'organe généralement appelé Conseil des Gouverneurs) est l'autorité suprême de la Banque de Lettonie. Le Président du Directoire est Président (Gouverneur) de la Banque. Les membres du Directoire sont nommés par le Parlement. Le Conseil d'administration se compose des administrateurs de la Banque (Conseil exécutif) et est présidé par le Vice-Président (Sous-Gouverneur).

Les procédures et critères appliqués pour autoriser des banques à établir des filiales ou succursales sont les mêmes pour les banques nationales et étrangères, la seule différence étant que l'autorisation doit être délivrée par le Directoire dans le cas des banques étrangères et par le Conseil d'administration dans le cas des banques nationales. Les critères, procédures d'examen, délais, etc., sont établis par la loi et appliqués de la même façon par le Directoire et par le Conseil d'administration, sans aucune différence selon qu'il s'agit d'une banque nationale ou étrangère.

10. D'après le document WT/ACC/LVA/3, "une personne physique qui souhaite obtenir une licence en vue d'exercer des activités sur le marché des valeurs mobilières est assujettie à un examen ...". Cela concerne-t-il uniquement les personnes autorisées à exercer le métier de courtier en valeurs mobilières? Est-ce que d'autres activités commerciales (telles qu'elles sont définies au paragraphe 5 de l'Annexe sur les services financiers) peuvent être pratiquées une fois l'autorisation obtenue? Les critères d'octroi des licences sont-ils tous compatibles avec l'article XVI de l'AGCS?

Réponse

Pour devenir courtier en valeurs mobilières, une personne physique doit passer un examen. Les personnes bénéficiant d'une licence peuvent entreprendre toute autre activité commerciale. Aucune des conditions d'octroi des licences n'est incompatible avec l'article XVI de l'AGCS.

11. D'après le document WT/ACC/LVA/3, "les entreprises inscrites au Registre des sociétés peuvent exercer des activités commerciales de courtage sur le marché letton des valeurs mobilières". Quelles sont les activités commerciales (telles qu'elles sont définies au paragraphe 5 de l'Annexe sur les services financiers) qui peuvent être entreprises par des sociétés de courtage? Les conditions d'inscription au Registre des sociétés sont-elles toutes compatibles avec l'article XVI de l'AGCS?

Réponse

Les sociétés de courtage peuvent ouvrir, tenir et gérer des comptes de titres au nom des émetteurs et des investisseurs, ainsi qu'en leur propre nom, et avoir des activités d'intermédiaire (achat, vente et échange de titres et autres activités de négoce autorisées par la loi, ainsi que placement de valeurs mobilières). Aucune des conditions d'inscription n'est incompatible avec l'article XVI de l'AGCS.

12. A propos de la "Loi concernant les banques", on peut lire dans le document WT/ACC/LVA/5 que "les banques commerciales et les autres établissements de crédit peuvent entrer en activité après avoir obtenu une autorisation de la Banque de Lettonie et s'être inscrits au Registre des sociétés. Les procédures relatives à l'inscription au Registre et à la délivrance des autorisations sont établies par la Banque de Lettonie".

- **L'inscription au Registre est-elle soumise à certains critères? Dans l'affirmative, ces critères sont-ils tous compatibles avec l'article XVI de l'AGCS? L'inscription est-elle automatique pour les établissements de crédit agréés?**

Réponse

Les critères d'inscription au Registre des sociétés des établissements de crédit ne sont pas incompatibles avec l'article XVI de l'AGCS.

II. ECONOMIE ET COMMERCE EXTERIEUR

1. Economie

b) Privatisation

13. La Lettonie a fourni dans le document WT/L/49/Add.1 une mise à jour concernant la privatisation dans le secteur agricole. Dans le document WT/ACC/LVA/4, elle indique que les renseignements fournis dans le document WT/L/49 ne sont plus valables.

- **Veillez fournir des réponses actualisées et harmonisées aux questions figurant dans le document WT/L/49 en ce qui concerne l'ampleur et le rythme de la privatisation dans l'agriculture et l'industrie.**
- **Veillez fournir des précisions sur les secteurs que le gouvernement letton n'a pas l'intention de privatiser et les raisons de cette décision.**

Réponse

La privatisation des entreprises agricoles se poursuit sous la supervision du Ministère de l'agriculture conformément à la Loi du 21 juin 1994 concernant la privatisation des entreprises agricoles et des piscicultures.

Privatisation d'entreprises relevant du Ministère de l'agriculture (au 1er novembre 1995)

Catégories	Nombre d'entreprises d'Etat	Dont privatisées	Privatisation engagée
1. Entreprises à privatiser en vertu de lois spéciales	182	96	83
1.1 Entreprises laitières	15	15	---
1.2 Entreprises de production de viande	14	11	2
1.3 Boulangerie	14	13	---
1.4 Entreprises de transformation des céréales			
1.5 Entreprises de services agricoles	17	5	11
	122	52	70
2. Entreprises à privatiser en vertu de la législation générale, y compris deux raffineries de sucre	92	35	4

Sur un total de 613 entreprises agricoles, 184 ont été complètement privatisées et ne figurent donc plus au Registre des entreprises, mais 275 ont opté pour la liquidation volontaire. La privatisation des entreprises de services agricoles sera achevée cette année. Les entreprises laitières et de production de viande sont privatisées sous forme de sociétés anonymes. En ce qui concerne la transformation des céréales, six entreprises sont privatisées et les onze autres le seront au début de 1996. Il n'est pas prévu d'appliquer le mécanisme de privatisation ordinaire aux exploitations agricoles affectées à la recherche et à la formation. La privatisation éventuelle de ces exploitations est examinée cas par cas.

De façon générale, le gouvernement letton n'exclut aucun secteur particulier de la privatisation.

14. Dans des documents antérieurs, la Lettonie a fait savoir que la privatisation des entreprises agricoles serait achevée en 1995 et qu'en 1996, 75 pour cent des entreprises d'Etat seraient privatisées. Veuillez indiquer où en est la privatisation dans ces différents secteurs.

Réponse

Actuellement 176 des 613 associations agricoles ont été privatisées et 218 ont engagé le processus de privatisation. La privatisation des entreprises de services agricoles sera quasiment achevée avant la fin de cette année. Les entreprises laitières et de production de viande sont privatisées sous forme de sociétés anonymes. En ce qui concerne la transformation des céréales, six entreprises sont privatisées et les onze autres le seront au début de 1996.

En règle générale, il n'est pas prévu de privatiser les exploitations agricoles affectées à la recherche et à la formation et leur éventuelle privatisation sera examinée cas par cas.

15. Dans le document WT/ACC/LVA/4, la Lettonie indique que la privatisation prendra plus de temps dans certains secteurs (soins médicaux, services de protection sociale, médecine, certains sous-secteurs de l'agriculture).

- **Dans quels délais le gouvernement letton prévoit-il de procéder à ces privatisations?**
- **Veuillez confirmer si les entreprises étrangères pourront participer à cette privatisation. Veuillez préciser si et quand la Lettonie a l'intention d'autoriser les entreprises étrangères à fournir des biens et services dans ces secteurs (santé, culture, sciences et communications) avant et après la privatisation.**

Réponse

D'après le Programme national (Programme de privatisation, modalités d'exécution et objectifs) approuvé par le Cabinet le 21 février 1995, 75 pour cent des entreprises d'Etat devraient être privatisées d'ici la fin de 1996.

Les principaux critères de privatisation sont les suivants:

1. L'entreprise doit être capable de mieux fonctionner une fois privatisée.
2. La privatisation ne devrait pas conduire à l'établissement de monopoles privés se substituant aux monopoles naturels ou régionaux antérieurs.

Le premier de ces critères explique pourquoi certains secteurs (soins médicaux, protection sociale, certains sous-secteurs de l'agriculture) seront privatisés seulement plus tard.

Le deuxième critère explique pourquoi il n'est pas prévu d'inclure dans la première phase de la privatisation certaines infrastructures (routes, chemins de fer, transports publics, poste, etc.).

Les délais ne sont pas encore fixés, mais le gouvernement a pour objectif de mener à terme le processus de privatisation le plus rapidement possible.

Les entreprises étrangères peuvent participer à la privatisation. L'Agence de la privatisation, avec l'aide du Ministère des finances de l'Allemagne, a déjà lancé deux appels d'offres internationaux, concernant 91 établissements, pour lesquels 358 soumissions ont été reçues.

III. REGIME DE COMMERCE EXTERIEUR

1. Réglementation des importations

a) Evaluation de la réglementation tarifaire

16. Dans les réponses aux questions 5 et 7 du document WT/ACC/LVA/3, la Lettonie indique que le relèvement des droits de douane restera en vigueur pour les biens dont la production est "importante pour l'économie lettone". Nous souhaiterions avoir la liste de ces produits.

Réponse

Actuellement, les produits dont la production est "importante pour l'économie lettone" sont les suivants: bovins vivants, porcins vivants, viande de boeuf, viande de porc, viande de volaille, abats comestibles de bovins, porcins et volailles, différents produits laitiers, oeufs, blé, orge, seigle, avoine et leurs farines et semoules, sucre.

17. La Lettonie n'a pas fait d'offre tarifaire officielle, mais il ressort du document WT/L/57/Add.1 qu'elle envisage une consolidation à 50 pour cent dans le secteur agricole et à 30 pour cent pour les produits non agricoles. Une telle offre concernant l'accès au marché letton ne saurait être une base de négociation pour ma délégation et elle n'est pas compatible avec la déclaration faite par la Lettonie en ce qui concerne les objectifs économiques et autres qu'elle vise à atteindre en adhérant à l'OMC.

- **Veillez justifier la décision de maintenir les droits de douane concernant les produits agricoles au-dessus de 20 pour cent.**
- **Nous encourageons la Lettonie à appliquer des droits de douane peu élevés et à se prévaloir de la protection temporaire prévue par l'article XIX pour les producteurs nationaux pénalisés par une hausse subite des importations. La raison d'être de l'article XIX est de permettre aux pays d'adopter d'autres solutions que l'institution d'un droit de douane élevé permanent.**

- **Cela dit, il convient de féliciter la Lettonie pour son engagement en faveur d'une consolidation généralisée et pour avoir adopté d'emblée la proposition zéro pour zéro et le programme d'harmonisation concernant les produits chimiques dans le cadre du Cycle d'Uruguay.**
- **L'annexe 1 de la Loi sur le tarif douanier n'indique pas les droits actuellement appliqués aux produits relevant de certains chapitres du SH (chapitres 57, 61, 63, 93, 96).**
- **La Lettonie pourrait-elle confirmer si les produits relevant de ces chapitres sont assujettis à un droit nul? Dans le cas contraire, pourrait-elle expliquer comment est déterminé le droit effectivement appliqué?**

Réponse

La Lettonie est prête à entreprendre des négociations bilatérales sur l'accès au marché sur la base de sa proposition initiale d'une consolidation à 30 pour cent pour les produits industriels et à 50 pour cent pour les produits agricoles.

Elle croit savoir que toutes les observations relatives à cette question doivent se faire dans le cadre des négociations bilatérales sur l'accès au marché.

Conformément aux dispositions de l'annexe 1 de la Loi sur le tarif douanier, le taux de 20 pour cent (15 pour cent dans le cas du droit NPF) s'applique aux marchandises relevant des chapitres 57, 61, 63, 93 et 96 du SH.

18. A propos des catégories de marchandises d'importation énumérées dans la réponse à la question 8 du document WT/ACC/LVA/3:

- **Veillez préciser quels sont les "produits sensibles" et les critères auxquels ces produits correspondent. Le gouvernement letton prévoit-il de retirer certains produits de cette liste et de leur appliquer un droit de douane?**
- **La Lettonie a indiqué un taux moyen pour les produits faisant l'objet d'une protection minimale et d'une protection générale, mais pas pour ceux qui relèvent de la protection accrue. Veuillez fournir les droits nominaux moyens pour ces derniers produits. Veuillez fournir également une moyenne non pondérée par les échanges pour l'ensemble des produits.**

Réponse

Nous sommes prêts à convertir dans tous les cas où cela est possible et approprié les droits spécifiques en droits *ad valorem*.

Tableau de conversion:

Code NC	Désignation	Droit spécifique Lati	Droit <i>ad valorem</i> (pour cent)
1001	Froment (blé) et méteil	0,025	25
1002	Seigle	0,025	25
1003	Orge	0,075	75
1004	Avoine	0,075	75
1101	Farine de froment (blé) ou méteil	0,075	57,7
1102	Farine de céréales autres que de froment (blé) ou méteil	0,075	57,7
1103	Gruaux, semoules et agglomérés sous forme de pellets, de céréales	0,075	57,7
1104	Grains de céréales autrement travaillés	0,075	57,7
1105	Farine, semoule et flocons de pommes de terre	0,075	57,7
1106	Farine et semoule de légumes à cosses secs	0,075	57,7
1209 22	-- Graines de trèfle (<i>Trifolium</i> spp.)	0,075	39,5
1209 23	-- Graines de fétuque	0,075	39,5
1209 24	-- Graines de pâturin des prés du Kentucky (<i>Poa pratensis</i> L.)	0,075	39,5
1209 29	-- Autres	0,075	39,5
1701 11	-- Sucre de canne	0,12	26,1
1701 12	-- Sucre de betterave	0,12	26,1
1701 91	-- Sucres additionnés d'aromatisants ou de colorants	0,12	54,3
1701 99	-- Autres	0,12	54,3
1806	Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao	0,50	21,1
1905	Produits de la boulangerie, de la pâtisserie ou de la biscuiterie	0,30	33,7
2201 90	- Autres eaux non additionnées de sucre	0,03	21,4
2202	Eaux, y compris les eaux minérales additionnées de sucre	0,03	23,1
2203	Bières de malt	0,03	32,3
2204	Vins de raisins frais, y compris les vins enrichis d'alcool	0,01	17,9
2204 10 11	--- Champagne	0,03	17,9
2205	Vermouth et autres vins de raisins frais	0,1	11,8

Code NC	Désignation	Droit spécifique Lati	Droit <i>ad valorem</i> (pour cent)
2207	Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80 pour cent ou plus	7,8	577,8
2208 20	- Eaux-de-vie de vin ou de marc de raisin	2,50	102,5
2208 30	- Whiskies	2,50	85,9
2208 40	- Rhum et tafia	2,50	183,8
2208 50	- Gin et genièvre	2,50	171,2
2208 90	- Autres	2,50	210,1
2302	Sons, remoulages et autres résidus	0,075	53,6
2309	Préparations des types utilisés pour l'alimentation des animaux	0,075	53,6
2402 20	- Cigarettes contenant du tabac	6,0	92,2
8711 10	- Motocycles à moteur à piston alternatif, d'une cylindrée n'excédant pas 50 cm ³	30	1,4
8711 20	- Motocycles à moteur à piston alternatif, d'une cylindrée excédant 50 cm ³ mais n'excédant pas 250 cm ³	30	1,4
8711 30	- Motocycles à moteur à piston alternatif, d'une cylindrée excédant 250 cm ³ mais n'excédant pas 500 cm ³	30	1,4
8711 40	- Motocycles à moteur à piston alternatif, d'une cylindrée excédant 500 cm ³ mais n'excédant pas 800 cm ³	45	2,1
8711 50	- Motocycles à moteur à piston alternatif, d'une cylindrée excédant 800 cm ³	45	2,1

Droits moyens non pondérés par les échanges:

Moyenne non pondérée par les échanges	Pour cent
Moyenne arithmétique	5,69
Dont:	
Produits agricoles	13,00
Produits industriels	3,74

19. Faut-il déduire de la réponse à la question 12 du document WT/ACC/LVA/3 (selon laquelle les prix intérieurs sont comparables aux prix d'importation) que les produits importés sont moins coûteux que les produits d'origine nationale?

Réponse

La Lettonie utilise actuellement la méthode consistant à comparer les prix des produits importés aux prix des produits locaux pour déterminer le montant des droits de douane appliqués aux produits agricoles et continuera d'employer cette méthode jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau Code douanier. Celui-ci n'admettra pas cette méthode de détermination de la valeur en douane.

b) Nomenclature douanière, types de droits, etc.

20. A propos de la réponse à la question 57 dans le document WT/L/49, quels sont les secteurs qui bénéficient de l'exemption de droits d'importation accordée à certaines entreprises? L'exemption des droits d'importation s'applique-t-elle actuellement à des produits agricoles transformés?

Réponse

La législation lettone ne prévoit pas d'exemption des droits d'importation en faveur d'entreprises particulières. En vertu de la Loi concernant les investissements étrangers en République de Lettonie, les investisseurs étrangers bénéficient du régime national et des exceptions prévues par cette loi. Les biens importés à titre d'investissement étranger en Lettonie et qui ne sont pas destinés à la vente sont exonérés des droits de douane et de la taxe à la valeur ajoutée.

Les produits agricoles ainsi que les autres produits qui sont importés aux fins de transformation puis exportés conformément à la Loi sur les importations de marchandises et autres produits destinés à la transformation sont exonérés des droits d'importation et de la taxe à la valeur ajoutée mais une garantie d'un montant égal à 2 pour cent de la valeur en douane des marchandises et autres produits qu'il a été convenu d'importer aux fins de transformation doit être versée.

Le dépôt de garantie est compris entre 500 et 5 000 lati et il est remboursé une fois que les produits transformés sont exportés.

Si les marchandises et autres produits importés pour transformation sont mis en libre pratique en République de Lettonie, la taxe à la valeur ajoutée et le droit de douane doivent être payés intégralement au taux en vigueur à la date à laquelle les marchandises ou autres produits ont été importés pour transformation.

c) Régime d'imposition

21. Le droit d'accise et la TVA sont appliqués au même taux aux produits d'origine nationale et aux produits importés. Toutefois, il existe une exonération pour les médias et certaines publications produits en Lettonie (WT/ACC/LVA/4, page 12).

- **Préciser le sens de l'expression "services de médias". Cette expression vise-t-elle également des produits?**
- **Ces exonérations s'appliquent-elles également aux produits et services importés similaires? Dans le cas contraire, veuillez indiquer comment cela peut être compatible avec les dispositions de l'OMC concernant l'application du traitement national aux importations?**

Réponse

Au sens de la Loi sur la presse et les autres médias, on entend par médias les journaux, magazines, bulletins et autres publications périodiques (paraissant au moins une fois tous les trois mois et avec une diffusion ne dépassant pas 100 exemplaires), ainsi que les émissions de télévision et de radio, les films d'actualité, les communiqués des agences d'information et les enregistrements audiovisuels destinés à la diffusion publique.

En vertu de la Loi concernant la taxe à la valeur ajoutée, la TVA n'est pas perçue sur les médias produits en République de Lettonie, ainsi que sur les films d'art et films documentaires réalisés par une personne légalement domiciliée en République de Lettonie.

Par conséquent, l'exemption de la TVA vise aussi bien les produits (journaux, magazines, bulletins et autres publications périodiques, émissions de télévision et de radio, films d'actualité, communiqués d'agences d'information, enregistrements audiovisuels) que les services (création et diffusion de ces oeuvres).

L'exonération s'applique également à la diffusion de films importés.

d) Mesures non tarifaires et régime de licences

22. Veuillez décrire la procédure d'octroi de licences d'importation pour le matériel pyrotechnique et les métaux ferreux et non ferreux (voir WT/L/49, question 74 et WT/ACC/LVA/4, données relatives aux procédures de licence d'importation, VIII:2).

Réponse

Les importations de métaux ferreux et non ferreux ne sont pas plafonnées ni assujetties à licence. Les licences sont délivrées uniquement pour les exportations.

Le matériel pyrotechnique à usage militaire relève de la Liste des armes et munitions qui figure à l'annexe 13 (ancienne Liste internationale de munitions du COCOM) du "Règlement concernant l'exportation, l'importation et le transit de biens, produits, services et technologies stratégiques" (Règlement du Cabinet n° 179, 27 juin 1995).

Les personnes qui souhaitent faire commerce de matériel pyrotechnique doivent obtenir une licence du Département du contrôle des exportations et des importations.

La demande de licence d'exportation et d'importation de matériel pyrotechnique doit être accompagnée des documents suivants:

- licence d'exportation du pays expéditeur;
- déclaration d'utilisation finale signée par le demandeur;
- certificat d'importation ou document similaire (en cas d'exportation) fourni par l'acheteur;
- description des marchandises;
- certificat d'enregistrement du demandeur ou document similaire;
- licence (permis spécial) concernant les activités commerciales liées à certains produits stratégiques ou d'autres activités concernant ces produits, si nécessaire en vertu de la législation.

Si le matériel pyrotechnique en question relève de la catégorie des produits contrôlés, le Département du contrôle des exportations et des importations délivre une licence d'exportation, d'importation ou de transit selon le cas. Dans le cas contraire, il délivre une déclaration destinée aux douanes, indiquant que la licence n'est pas requise.

23. Pour quelles raisons la Lettonie exige des licences? Ces licences sont-elles accordées automatiquement? Le principe du traitement national est-il appliqué?

Réponse

Le régime des licences d'exportation, d'importation et de transit de biens, produits, services et technologies stratégiques a été introduit pour des motifs de sécurité intérieure et pour se conformer aux obligations internationales concernant la non-prolifération.

Les licences sont accordées cas par cas, après examen de la liste des "destinations sensibles", des refus antérieurs et d'autres critères. La décision du Département du contrôle des exportations peut être contestée devant le Comité du contrôle de l'exportation, de l'importation et du transit de produits sensibles et il est possible de présenter un recours contre la décision de ce Comité devant le Cabinet.

Le régime de contrôle des exportations est fondé sur les principes directeurs des régimes internationaux de contrôle des exportations AG, RMTC et Groupe des fournisseurs d'articles nucléaires et sur l'accord concernant les garanties conclu avec l'AIEA. La Liste des produits contrôlés se compose de l'ancienne Liste internationale de munitions du COCOM et de la Liste des biens à double usage qui figurent à l'annexe 1 du Règlement du Conseil (CE) du 19 décembre 1994 instituant un régime communautaire de contrôle des exportations de biens à double usage.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX PROCEDURES EN MATIERE DE LICENCES
D'IMPORTATION (ANNEXE 3)

Régime de licences pour l'exportation, l'importation et le transit de biens, produits, services et technologies stratégiques

I. Description succincte des régimes

Le régime de contrôle des exportations de la Lettonie, fondé sur le Règlement (CE) n° 3381/94 du 19 décembre 1994 instituant un régime communautaire de contrôle des exportations de produits à double usage s'applique également à l'importation de biens, produits, services et technologies stratégiques.

II. Objectifs et champ d'application du régime de licences

1. Le régime de licences d'importation des marchandises, produits, services et technologies stratégiques dans le cadre du régime de contrôle des exportations et des importations vise les munitions et les biens à double usage conformément à la Liste internationale des munitions et à la Liste des biens à double usage de l'UE.

2. Le régime de licences s'applique à tous les produits figurant sur ces listes, quelle que soit leur origine.

3. Ce régime a été institué pour des raisons de sécurité nationale et de non-prolifération et n'a pas pour objectif de limiter la quantité ou la valeur des importations.

4. Le régime de contrôle des exportations a pour fondement juridique le Règlement concernant l'exportation, l'importation et le transit de biens, produits, services et technologies stratégiques et le Règlement du Comité de contrôle des exportations et importations stratégiques, adoptés par le Cabinet le 27 juin 1995 et qui ont force de loi depuis le 1er juillet 1995. La liste des produits visés (annexée aux règlements) se compose de l'ancienne Liste des munitions du COCOM et d'une Liste des équipements, matières et technologies à double usage. Cette dernière reprend directement l'annexe 1 du Règlement (CE) n° 3381/94 du 19 décembre 1994 instituant un régime communautaire de contrôle des exportations de biens à double usage. La liste des produits contrôlés est établie par le gouvernement. Le gouvernement peut abroger ce régime sans l'accord du Législatif.

III. Modalités d'application

1. Pour les produits faisant l'objet de restrictions:

- a) Les renseignements relatifs au régime de contrôle des exportations et des importations et les listes des produits contrôlés ont été publiés au Journal officiel (Latvijas Vēstnesis). Il existe en outre un programme d'information consistant en séminaires et publications destinés aux représentants des milieux industriels et commerciaux.
- b) Les importations de produits stratégiques ne sont pas contingentées.
- c) Les noms des importateurs auxquels des licences ont été accordées sont communiqués aux gouvernements et aux services de contrôle des exportations des pays exportateurs au moyen de la Déclaration d'utilisation finale et du Certificat d'importation de produits stratégiques délivrés par le Département du contrôle des exportations et des importations. Le reste de la question c) ne concerne pas le régime de licences applicable aux produits stratégiques.
- d) Voir réponse à la question d).
- e) Dans les cas les plus simples, la licence d'importation est délivrée le jour même et le délai maximum de traitement des demandes, en vertu de la réglementation, est de 20 jours, y compris le temps nécessaire pour l'expertise, et de 50 jours en cas de refus du Département du contrôle des exportations et des importations et de recours devant le Comité de contrôle des exportations et des importations stratégiques.
- f) Les licences d'importation de produits stratégiques sont valables six mois à compter de la date de délivrance, pour une expédition uniquement - il n'existe pas de licence générale.
- g) Les demandes de licences sont examinées par le Département du contrôle des exportations et des importations. En cas de refus, l'importateur peut présenter un recours au Comité de contrôle des exportations et importations stratégiques. En cas de refus de celui-ci, il peut présenter un recours au Cabinet. Le refus du Cabinet est sans appel.
- h) Voir réponse à la question c).
- i) Voir réponse à la question c).

- j) Les licences d'importation de produits stratégiques sont délivrées sur la base de la licence d'exportation du pays exportateur, auquel est envoyée ultérieurement une attestation de confirmation de livraison.
- k) Aucune obligation de réexporter les marchandises et de ne pas les vendre sur le marché intérieur ne s'applique aux produits stratégiques; c'est même le contraire qui est vrai.

2. Lorsqu'il n'y est pas imposé de limite quantitative à l'importation d'un produit ou aux importations en provenance d'un pays particulier:

- a) Les personnes qui présentent à l'avance une demande de licence d'importation doivent tenir compte du fait que la licence est valable six mois à compter de la date de délivrance. En ce qui concerne le délai d'octroi des licences, voir réponse 1 e). Les importations de produits stratégiques sans licence ne sont jamais autorisées, quelles que soient les circonstances.
- b) Voir réponse 1 c).
- c) Aucune restriction saisonnière ne s'applique à l'importation de produits stratégiques.
- d) L'importateur traite avec un seul organisme administratif, le Département du contrôle des exportations et des importations. La décision d'accorder ou de refuser la licence est prise par ce département qui, dans les cas complexes, fait appel à une équipe d'experts techniques. Les licences doivent être visées par le Comité de contrôle des exportations et importations stratégiques.

3. Les demandes de licences d'importation de produits stratégiques peuvent être refusées si les conditions énoncées dans la réglementation ne sont pas satisfaites ou pour des motifs liés à la sécurité nationale. Dans ce dernier cas, il n'est pas obligatoire de motiver le refus. En cas de refus, l'importateur peut présenter un recours au Comité de contrôle des exportations et importations stratégiques. En cas de refus de ce dernier, il peut présenter un recours au Cabinet. Le refus du Cabinet est sans appel.

IV. Condition requise des importateurs pour être habilités à demander une licence

1. L'importateur doit fournir, en même temps que la demande de licence d'importation de produits stratégiques, une copie du permis d'exercer une activité commerciale concernant certaines marchandises ou d'exercer d'autres activités nécessitant l'utilisation de ces marchandises, si ce permis est exigé par la législation. Toute personne répondant aux critères de sécurité définis par les ministères compétents peut obtenir un permis d'exercer une activité commerciale avec des produits stratégiques. L'importateur doit payer un droit d'enregistrement. Les listes des importateurs autorisés ne sont pas publiées, mais elles ne sont pas confidentielles.

VI. Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

1. Pour obtenir une licence, l'importateur (ou un agent autorisé par celui-ci) doit remplir une demande de licence d'importation de produits stratégiques.

La demande doit être remise au Département et accompagnée des documents suivants:

- licence d'exportation du pays expéditeur;
- déclaration d'utilisation finale signée par le demandeur;

- description des marchandises;
 - certificat d'enregistrement du demandeur ou document similaire;
 - licence (permis spécial) concernant les activités commerciales liées à certains produits stratégiques ou d'autres activités pour lesquelles ces produits sont nécessaires.
2. Au moment de l'importation des produits stratégiques, l'importateur doit présenter la licence d'importation et la déclaration en douane.
3. La redevance pour une licence d'importation de produits stratégiques est égale à 2,5 pour cent de la valeur des produits.
4. La redevance doit être payée au moment de la délivrance de la licence.

VII. Conditions attachées à la délivrance des licences

1. La durée de validité des licences d'importation de produits stratégiques est de six mois. Si une prolongation est nécessaire, l'importateur doit refournir tous les documents mentionnés au point VI.1.
2. La non-utilisation d'une licence n'entraîne aucune sanction.
3. La licence ne peut être utilisée que par la personne au nom de laquelle elle a été établie.
4. La délivrance d'une licence n'est subordonnée à aucune autre condition.

VIII. Autres formalités

1. Les importations ne sont soumises à aucune formalité administrative autre que l'obtention d'une licence avant l'importation.
2. Les opérations bancaires nécessaires pour obtenir des devises afin de régler des importations ne sont assujetties à aucune restriction ou condition particulière autre que les procédures normales.

24. Les réponses données par la Lettonie aux questions des documents WT/L/49 et WT/ACC/LVA/4 concernant les restrictions appliquées à l'importation d'alcool éthylique et de spiritueux, de tabacs, de céréales et de sucre sont contradictoires. Le document WT/ACC/LVA/4 indique que le droit de faire commerce de ces produits est assujetti à une licence. Veuillez préciser le régime du commerce de ces produits en Lettonie en indiquant notamment a) quelles sont les personnes habilitées à importer ces produits; b) combien de négociants sont autorisés; c) pourquoi la liste des importateurs autorisés n'est pas publiée; d) comment ces produits sont distribués sur le marché intérieur; e) si le commerce des produits similaires d'origine nationale est assujetti aux mêmes conditions.

Réponse

1. Les permis délivrés pour l'exercice d'une activité commerciale ne servent pas uniquement à contrôler ces activités; ils permettent à l'Etat d'établir un certain ordre sur le marché, en tenant compte des tendances de la production, de l'importation et de la consommation, de prendre des mesures visant à améliorer la qualité des marchandises vendues et de protéger les intérêts des consommateurs. Ces considérations sont particulièrement importantes dans le cas de produits comme les boissons alcooliques, où il faut concilier la recherche d'un équilibre optimal entre la production, l'importation et les ventes et les mesures visant à limiter la consommation. Le régime de licences d'importation de boissons

alcooliques entraîne évidemment une certaine limitation de la production ou de l'importation illégales et tend donc à freiner la consommation de boissons de mauvaise qualité ou toxiques.

- a) La liste des importateurs de boissons alcooliques est établie par la Régie des alcools du Ministère des finances sur la base des demandes présentées par les entreprises importatrices souhaitant exercer des activités commerciales dans ce domaine.
- b) Le nombre d'importateurs et de négociants autorisés ne fait l'objet d'aucune autre mesure ou restriction administrative.
- c) La liste des entreprises autorisées n'est pas publiée car le nombre de ces entreprises change constamment en fonction de l'évolution de la demande intérieure, mais la Lettonie a l'intention de commencer à la publier régulièrement. La Liste officielle des importateurs peut être consultée par toute personne intéressée ayant un intérêt direct dans la production, l'importation ou la vente de boissons alcooliques.
- d) Les produits, qu'ils soient d'origine nationale ou importés, sont distribués sur le marché intérieur par le réseau des commerces de gros et de détail selon des modalités économiques et administratives rigoureusement identiques.
- e) La vente et la distribution de boissons alcooliques importées ne sont assujetties à aucune prescription autre que celles qui s'appliquent aux produits d'origine nationale.

2. En vertu de la Loi concernant le marché céréalier et les réserves nationales de céréales, l'Office national des céréales établit annuellement un bilan de la production et de la consommation de céréales qu'il soumet au gouvernement pour approbation. En cas de déficit pour tel ou tel type de céréales, l'Office ouvre un contingent tarifaire auquel s'applique un taux de droit de 0,5 pour cent. Dans un délai d'une semaine à compter de l'approbation du bilan, l'Office des céréales publie dans la presse des avis d'appels d'offres pour l'importation de certains types de céréales durant l'année suivante.

Les entreprises souhaitant importer des céréales doivent présenter une demande à l'Office des céréales en précisant le volume qu'elles entendent importer, l'année d'importation et l'échéancier prévu pour les livraisons. L'Office des céréales récapitule les demandes et son Conseil d'administration les examine et désigne les entrepreneurs auxquels sera confiée l'importation. L'Office délivre des licences d'importation aux entrepreneurs ainsi choisis.

Le droit d'importer des céréales en volumes supérieurs à 1 000 tonnes par an est accordé aux entreprises désignées à cet effet sur la base d'un appel d'offres organisé par le Conseil d'administration de l'Office des céréales.

- a) Le volume des céréales importées est régi par un système de licence.
 - b) Le nombre de commerçants autorisés n'est pas prédéterminé, il dépend de la demande.
 - c) Une fois le volume des importations approuvé, un appel d'offres est lancé. Les résultats de l'appel d'offres sont récapitulés et la liste des entrepreneurs autorisés à importer est publiée dans la presse.
 - d), e) Les produits concernés sont distribués sur le marché intérieur sans aucune restriction.
3. a) Les entreprises (sociétés) titulaires d'un permis spécial (licence, voir plus loin sous "licence") délivré par le Ministère des finances ont le droit de produire, d'importer

pour la vente et de faire commerce en gros des tabacs fabriqués, mais le commerce de détail de ces produits est réservé aux entreprises (sociétés) titulaires d'une licence délivrée par les municipalités. La licence d'importation de tabacs pour la vente peut être accordée à toute entreprise (société) domiciliée en Lettonie qui présente au comité compétent une demande accompagnée des documents mentionnés à l'article 8 du Règlement n° 335 du Ministère des finances daté du 1er août 1995 (Ordonnance régissant la délivrance de permis spéciaux (licences) pour la production destinée à la vente, l'importation destinée à la vente et la vente en gros de tabacs) et observe toutes les conditions en vigueur.

- b) Actuellement (9 décembre 1995), deux entreprises produisent des tabacs destinés à la vente, onze entreprises importent des tabacs destinés à la vente et 76 entreprises (sociétés) font commerce de tabacs en gros.
- c) La liste des entreprises (sociétés) ayant le droit d'importer des tabacs pour la vente a été publiée à plusieurs reprises au Journal officiel ("Latvijas Vestnesis") et dans les périodiques "Diena" et "Dienas Bizness".
- d) La distribution de tabacs importés sur le marché intérieur n'est pas limitée. Toute entreprise enregistrée en Lettonie et faisant commerce de tabacs en gros ou en détail a le droit d'acheter ces produits aux entreprises titulaires d'une licence d'importation de tabacs pour la vente. Dans les régions, ces fonctions sont généralement assurées par des coopératives qui concluent des contrats avec les principaux importateurs de tabacs.
- e) Comme toute autre entreprise, les producteurs lettons de tabacs doivent respecter les règles énoncées dans l'Ordonnance régissant la délivrance de permis spéciaux (licences) pour la production destinée à la vente, l'importation destinée à la vente et la vente en gros de tabacs.

4. Conformément à l'ordonnance sur la délivrance des licences de commerce en gros et d'importation de sucre, les modalités d'octroi de ces licences sont établies par le Comité des licences de commerce en gros et d'importation de sucre. Ces licences sont valables cinq ans et sont délivrées par le Ministère de l'agriculture. Pour obtenir une licence, il faut présenter au Comité une demande motivée accompagnée des documents et renseignements suivants:

- 1) une copie du certificat d'enregistrement de l'entreprise;
- 2) les documents d'inspection fiscale;
- 3) une déclaration indiquant la quantité de sucre stockée et accompagnée des documents relatifs à la vente et à l'achat;
- 4) les contrats ou factures portant sur la livraison et une copie du protocole d'intention;
- 5) des données sur le volume projeté des achats et des importations.

Les entreprises ayant reçu une licence d'importation de sucre doivent fournir tous les trimestres (dans un délai de dix jours à compter de la fin du trimestre) au Comité responsable des licences une mise à jour sur l'utilisation de la licence.

25. D'après le document WT/ACC/LVA/4 (page 14), le régime de licences d'importation pour certaines céréales et les produits de leur transformation "est administré à des fins statistiques, aux fins de l'évaluation de la balance commerciale (comparaison de la production intérieure et de la consommation intérieure); il vise aussi à garantir la qualité des céréales importées". Au paragraphe 1 b) de la section de ce document consacré aux modalités d'application, il est indiqué

que le volume des contingents est fixé pour l'année. La Lettonie pourrait-elle expliquer pourquoi ce régime de licences d'importation de céréales ne doit pas être considéré comme un contingentement des importations? Pourrait-elle expliquer pourquoi "dans la pratique, il est très rare que des licences soient demandées pour l'importation de céréales" (page 13)? Veuillez indiquer le volume des importations de céréales effectuées ces dernières années.

Réponse

Les importations des produits correspondant aux positions ci-après du SH sont réglementées: 1001 (froment), 1002 (seigle), 1003 (orge), 1004 (avoine), 1101 (farine de froment), 1102 (autres farines de céréales), 1103 (gruau de céréales), 1104 (céréales autrement transformées), 2300 (résidus et déchets des industries alimentaires). Pour les autres produits céréaliers, le régime de licences n'est appliqué qu'à des fins statistiques.

En vertu de la Loi concernant le marché céréalier et les réserves nationales de céréales, les céréales et produits céréaliers ci-après sont assujettis à licence à des fins statistiques:

SH	VOLUME DE CEREALES IMPORTEES (milliers de tonnes)						
	Importations effectives	Volume arrêté par le Cabinet	Volume autorisé par les licences	Importations effectives	Volume arrêté par le Cabinet	Volume autorisé par les licences	Importations effectives
	1993	1994		1995			
1001 (froment) froment de minoterie blé fourrager	44,0	50,0	60,1	45,0	90,0 100,0	72,0 5,5	34,3 0
1002 (seigle)	23,0						
1003 (orge)					80,0	13,4	1,8
1004 (avoine)							
1005 (maïs)	2,0		59,9	5,7		10,1	7,1
1006 (riz)							1,27
1007 (sorgho)							
1008 (sarrasin)			5,3	1,0		4,1	0,9
1008 (millet)						1,6	0,4
1101 (farine de froment)			12,6	12,0			
1102 (farine de seigle)							
1103 (céréales)			5,6	1,3			0,2
1104 (grains concassés)						11,6 (maïs)	3,4
1107 (malt)			3,5	1,8		21,1	2,5

26. D'après le document WT/ACC/LVA/4 (page 14), la Lettonie applique aux importations de sucre une interdiction qui paraît viser les sucres bruts et raffinés du n° 1701 du SH. Veuillez confirmer si cela est bien le cas ou fournir des précisions. Puisqu'un régime de licences est appliqué en cas de dérogation à l'interdiction des importations (page 14), la Lettonie a-t-elle importé du sucre depuis l'institution de cette interdiction? Dans l'affirmative, quels sont les pays fournisseurs? L'interdiction a-t-elle été appliquée en mai 1993? Comment la Lettonie justifie-t-elle cette interdiction au regard des dispositions pertinentes du GATT/de l'OMC?

Réponse

Les importations de sucre blanc sont effectivement interdites depuis mai 1993, mais cette interdiction ne s'applique pas au sucre brut. Depuis l'entrée en vigueur de cette interdiction, le sucre est importé uniquement pour transformation. Les pays fournisseurs ont été l'Allemagne, le Danemark, l'Estonie, la Grande-Bretagne, la Lituanie et l'Ukraine. L'octroi des licences d'importation se fait sans discrimination quant au pays d'origine.

27. A propos des indications fournies dans le document WT/ACC/LVA/3 en ce qui concerne l'interdiction des importations de sucre:

- **Pourquoi la Lettonie interdit-elle l'importation de sucre?**
- **Est-il prévu de supprimer les licences d'importation de sucre?**
- **Ces restrictions paraissent incompatibles avec les dispositions de l'OMC. Veuillez expliquer comment la Lettonie a l'intention de modifier les mesures non tarifaires appliquées aux importations de sucre et de produits à base de sucre pour les rendre conformes aux obligations découlant de l'OMC.**
- **La Lettonie devrait commencer immédiatement à réorganiser son régime de protection du sucre afin de l'aligner sur les dispositions de l'OMC et, en particulier, de l'Accord sur l'agriculture en ce qui concerne les restrictions quantitatives et de l'Accord sur les licences d'importation.**

Réponse

L'utilisation de licences d'importation pour protéger les fabricants locaux de sucre était le fait d'une économie étatisée en période de transition et ce régime de licences pourra être rendu conforme aux dispositions de l'OMC dans un délai raisonnable.

Nous sommes conscients du fait que l'actuel régime de licences d'importation pour le sucre n'est pas conforme à l'Accord sur l'agriculture. Nous pourrions négocier son démantèlement dans un délai raisonnable à condition qu'une protection tarifaire suffisante empêche un effondrement total de ce secteur industriel.

28. A propos des licences d'importation pour les boissons alcooliques:

- **Les exigences concernant les documents à présenter pour obtenir une licence d'importation de spiritueux et boissons alcooliques paraissent dissuasives (annexe 3, WT/ACC/LVA/4, page 18). Comment la Lettonie justifie-t-elle cette mesure non tarifaire? Veuillez fournir la liste des exigences comparables applicables à la vente de boissons alcooliques d'origine nationale. Les personnes ou entreprises qui souhaitent importer des boissons alcooliques doivent-elles satisfaire à des exigences supplémentaires? Dans l'affirmative, veuillez donner la liste des exigences comparables applicables à la vente et à la distribution de produits similaires d'origine nationale.**
- **Veuillez expliquer comment fonctionne le monopole d'Etat mentionné dans le Règlement n° 37 concernant le monopole d'Etat sur les spiritueux et boissons alcooliques.**

Réponse

Les importateurs de boissons alcooliques sont parfaitement libres de choisir le pays exportateur, leurs partenaires commerciaux et les marques, variétés et quantités de boissons importées. Le régime de licences vise avant tout à mettre un certain ordre dans le marché et à appliquer des principes de base dans le but de protéger les intérêts des consommateurs et de l'économie nationale. Dans la première période de la mise en place de ce système, c'est-à-dire en 1993-1994, on demandait des informations détaillées sur les candidats à l'importation et sur les compétences techniques et la santé économique de certaines entreprises, ainsi que sur leurs activités antérieures, pour faire en sorte que la qualité des boissons importées soit conforme aux exigences des autorités sanitaires. Maintenant que la situation est stabilisée, les exigences concernant les documents à joindre aux demandes ont été simplifiées et le nombre de ces documents sera progressivement réduit.

Les conditions applicables à la vente et à la distribution de boissons alcooliques importées ne diffèrent pas de celles qui s'appliquent aux produits d'origine nationale.

Le monopole d'Etat sur les spiritueux et boissons alcooliques sert à maintenir un certain ordre en ce qui concerne la production, l'exportation, l'importation, la vente en gros et au détail, le stockage et le transport local et international de ces produits, ainsi qu'à donner aux pouvoirs publics les moyens de maintenir cet ordre.

Pour cela, les autorités ont institué un régime de licences obligatoire applicable à toutes les entreprises qui ont des activités liées aux boissons alcooliques et spiritueux, non seulement pour ce qui concerne la tenue des stocks et la comptabilité, mais aussi pour le contrôle et la supervision.

29. A propos des réponses fournies dans le document WT/L/49 à la question 14 relative à l'application des contingents tarifaires:

- **Dans le cadre des contingents actuellement appliqués pour protéger le marché intérieur des produits agricoles, des contingents tarifaires sont appliqués aux importations en provenance de l'Union européenne. Il semble que ces contingents tarifaires soient appliqués de façon discriminatoire et, si tel est bien le cas, veuillez expliquer comment cela peut être compatible avec les dispositions de l'OMC.**
- **Veuillez indiquer comment sont répartis les contingents tarifaires. Existe-t-il un processus d'appel d'offres?**

Réponse

La restriction des importations au moyen de contingents se fera conformément au Règlement n° 20 du Cabinet, en date du 17 janvier 1995, sur la protection du marché local des produits agricoles (voir réponse 62). Toutefois, les contingents tarifaires prévus dans les accords de libre-échange (y compris celui conclu avec l'UE) sont des mesures de libéralisation du marché, puisque certaines quantités peuvent être importées dans le cadre d'un régime tarifaire de faveur, et ne visent pas à établir une discrimination. Les contingents tarifaires ne sont pas appliqués sur une base discriminatoire dans le cadre de l'accord de libre-échange conclu par la Lettonie avec l'UE. Cet accord a été notifié, conformément aux dispositions de l'article XXIV du GATT, dans le document WT/REG/7/1 du 12 juillet 1995.

Le Règlement n° 208 du Cabinet détermine les modalités d'application des contingents tarifaires établis dans le cadre d'accords internationaux conclus par la Lettonie.

Les modalités d'application des contingents tarifaires sont les suivantes:

- le Conseil consultatif des droits de douane répartit le contingent tarifaire prévu entre les importateurs et exportateurs en concurrence;
- le Ministère de l'agriculture délivre des permis spéciaux pour l'importation et l'exportation des produits agricoles; pour les autres produits, ces permis sont délivrés par le Ministère de l'économie;
- le Département des douanes du Service des recettes publiques contrôle l'utilisation des permis spéciaux conformément aux dispositions énoncées par le Cabinet.

30. A propos des autres licences:

- **Les conditions applicables à la délivrance de licences pour le matériel pyrotechnique et les métaux font-elles une distinction entre les produits importés et les produits d'origine nationale? Combien d'entreprises sont autorisées à produire et à vendre ces produits? Ces licences peuvent-elles être obtenues par des entreprises ou personnes physiques étrangères?**
- **Outre la licence d'importation, l'importation de métaux non ferreux est-elle régie par d'autres règlements?**

Réponse

Cinq entreprises sont titulaires d'un permis spécial (licence) pour l'importation et la vente de matériel pyrotechnique (voir réponse 22 et questionnaire sur les licences d'importation).

Neuf entreprises disposent d'un permis spécial (licence) pour l'exportation de déchets de métaux non ferreux achetés en Lettonie. L'importation de déchets de métaux non ferreux n'est assujettie à aucune restriction. L'importation et l'exportation de produits en métaux ne font l'objet d'aucune restriction, de même que l'exportation et l'importation de déchets de métaux non achetés en Lettonie.

Les importations de métaux non ferreux ne font l'objet d'aucune restriction.

e) Valeur en douane

31. Veuillez fournir au Groupe de travail un exemplaire de la nouvelle législation sur l'évaluation en douane et du Règlement n° 20 avant la prochaine réunion.

32. L'essentiel des réponses fournies par la Lettonie dans l'annexe 4 du document WT/ACC/LVA/4 consiste en déclarations indiquant que le gouvernement letton est conscient des contradictions qui existent entre sa législation et l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane (le "Code"), mais qu'il a besoin de plus de temps pour étudier les problèmes et/ou d'une période de transition raisonnable pour modifier la législation en vigueur afin d'appliquer l'Accord.

- **Le fait que la Lettonie ne respecte pas les interdictions énoncées à l'article 7.2 est particulièrement préoccupant. Le Code ne contient aucune disposition autorisant à repousser l'application de cette interdiction.**
- **En outre, comme nous l'avons relevé dans une observation antérieure, l'utilisation faite par la Lettonie des prix de référence nous paraît préoccupante. La Lettonie a utilisé cette méthode au lieu de celles qui sont proposées par le Code mais demande encore à pouvoir continuer d'employer des prix de référence pendant le temps nécessaire pour aligner sa**

législation sur le Code. Nous considérons que toute utilisation de prix de référence est manifestement contraire aux dispositions du Code.

- **La Lettonie devrait entreprendre une révision de sa législation et de ses pratiques d'évaluation en douane à la lumière des dispositions de l'Accord afin de pouvoir en appliquer les dispositions dès son accession.**
- **Quelle serait, selon la Lettonie, la durée d'une période de transition raisonnable pour mettre son système d'évaluation en conformité avec le Code? Que fait la Lettonie actuellement pour mettre en oeuvre les dispositions du Code?**

Réponse

L'évaluation en douane est régie par la Loi concernant les droits de douane et le Règlement n° 27 concernant la détermination de la valeur en douane, qui prévoient un ajustement des prix de référence.

La Lettonie est consciente du fait que ces dispositions ne sont pas conformes avec celles de l'Accord de l'OMC sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994. C'est pourquoi elle est en train de préparer une révision des règles d'évaluation en douane pour les aligner sur les dispositions de l'OMC. Cette révision est actuellement soumise au Cabinet pour approbation et, conformément à la législation, ne pourra entrer en vigueur qu'après avoir été ratifiée par le Parlement. Une période de transition additionnelle de deux ans sera nécessaire à partir de l'accession à l'OMC.

h) Normes et certification

33. Quelles sont, le cas échéant, les relations entre le Centre national de normalisation et de métrologie et l'Office national d'accréditation?

Réponse

Le Centre national de normalisation et de métrologie et l'Office national d'accréditation sont tous deux sous la tutelle du Ministère de l'économie et ont entre eux des relations horizontales.

34. Quelle est la composition des comités techniques responsables de la formulation des règlements et normes?

Réponse

Les comités techniques responsables de la formulation des règlements et normes sont composés de représentants de toutes les parties intéressées: ministères compétents, structures commerciales, Centre national de normalisation et de métrologie et experts.

35. La Lettonie a-t-elle l'intention d'accréditer des organismes privés de normalisation pour l'élaboration de normes facultatives?

Réponse

La République de Lettonie est en train de créer un système national d'accréditation conforme aux systèmes similaires qui existent en Europe et n'a donc pas l'intention d'accréditer des organismes privés pour l'élaboration de normes facultatives. Toutes les normes sont facultatives sauf dans les domaines réglementés (santé, protection de la vie et de l'environnement). Le Centre national de

normalisation et de métrologie est responsable de l'élaboration des normes; il établit des comités techniques à cet effet.

36. Quel est l'organisme responsable de l'application de l'article 30 de la Loi concernant la protection des droits du consommateur, qui exige une certification des produits pour lesquels existent des règlements techniques?

Réponse

Le Cabinet des Ministres de la République de Lettonie est responsable de l'application de l'article 30 de la Loi concernant la protection des droits du consommateur. Il désigne le centre de certification compétent pour toutes les catégories de produits pour lesquels existe une certification obligatoire. Plusieurs organismes sont déjà en place:

- Centre national de certification pour les produits alimentaires, les produits cosmétiques et les jouets;
- Centre national de normalisation pour les appareils électroménagers;
- Station expérimentale des pays baltes pour les machines agricoles et les machines pour le travail du bois.

37. Où en est l'application du Règlement n° 181 par l'Office national d'accréditation? Les autorités lettones ont-elles l'intention d'accréditer des laboratoires d'essai ou organismes de certification privés?

Réponse

Actuellement, l'Office national d'accréditation est placé sous la tutelle du Ministère de l'économie. Les autorités ont l'intention d'accréditer des laboratoires d'essai et des centres de certification privés (le processus est en cours).

38. La Lettonie accepte-t-elle des certificats émis par des organismes étrangers comme l'Association canadienne de normalisation ou les Underwriters Laboratories of Canada?

Réponse

En ce qui concerne l'acceptation des certificats émis par des organismes de certification étrangers, il faut consulter les institutions lettones compétentes (par exemple, pour les produits alimentaires, les produits cosmétiques et les jouets, les marques de conformité "ULC" et "CSA" délivrées au Canada sont reconnues en Lettonie). Des discussions pourront être engagées en vue de conclure des accords de reconnaissance bilatérale des certificats étrangers après examen des exigences appliquées dans les pays concernés.

39. Les autorités lettones ont-elles l'intention d'accréditer des organismes privés pour l'application de normes qualitatives telles que la norme ISO 9000?

Réponse

Ce processus est en cours. Dans un très proche avenir seront accréditées les premières institutions de certification privées pour l'application de normes de qualité comme la norme ISO 9000.

40. Les règlements et normes sont-ils tous élaborés au niveau fédéral ou existe-t-il aussi des organismes infrafédéraux qui élaborent des normes?

Réponse

Le Centre national de normalisation et de métrologie est responsable de la coordination de l'élaboration des normes et il agit par l'intermédiaire de comités techniques.

41. La Lettonie a-t-elle l'intention d'adopter et d'appliquer le Code de pratique qui figure à l'annexe 3 de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce?

Réponse

La Lettonie est en train de prendre les premières mesures en vue de l'adoption et de l'application du Code de pratique. Le Centre national de normalisation et de métrologie sera l'organisme responsable de l'application de ce code.

42. Le Centre national de normalisation et de métrologie a-t-il l'intention d'adhérer à des organismes de normalisation internationaux comme l'ISO et la CEI?

Réponse

Le Centre national de normalisation et de métrologie est affilié au CEN (Comité européen de normalisation) et est membre correspondant de l'ISO.

Il existe un Comité national de la CEI. Depuis le 1er octobre 1995, le Comité électrotechnique letton est membre associé de la CEI.

43. Existe-t-il un organisme qui participe aux activités de la Commission du Codex Alimentarius?

Réponse

Le Ministère de l'agriculture, le Ministère du bien-être public, le Ministère de l'économie et le Centre national de certification des produits alimentaires, des produits cosmétiques et des jouets participent aux activités de la Commission du Codex Alimentarius.

44. L'Office national d'accréditation a-t-il l'intention d'adhérer à l'ISO CASCO?

Réponse

L'Office national d'accréditation souhaite adhérer à l'ISO CASCO. Les lois pertinentes sont déjà conformes aux prescriptions de l'ISO CASCO, mais l'adhésion à cet organisme n'est pas possible pour le moment en raison de difficultés financières.

i) Droits antidumping et droits compensateurs

45. Où en est l'élaboration des nouvelles sauvegardes élargies et de la législation en matière de droits antidumping et de droits compensateurs qui, selon les déclarations de la Lettonie, devraient être en vigueur à la fin de 1995?

Réponse

Voir réponse 46.

46. A la page 5 du document WT/ACC/LVA/4, la Lettonie soutient que des produits importés de qualité très médiocre sont vendus au rabais sur le marché national.

- **La Lettonie a-t-elle modifié la Loi sur les droits de douane pour y intégrer des règles concernant les droits antidumping et les droits compensateurs? S'est-elle fixée un délai pour élaborer de telles règles?**

Réponse

La Lettonie n'a pas encore modifié sa Loi sur les droits de douane pour y intégrer des dispositions en matière de droits antidumping et de droits compensateurs.

Une loi sur les mesures de protection du marché intérieur est en préparation et sera soumise pour approbation avant le 1er juillet 1996. Elle remplacera tous les textes existants concernant cette question et sera conforme aux prescriptions de l'OMC.

j) Mesures sanitaires et phytosanitaires

47. Veuillez exposer les procédures de certification spéciales applicables à tous les produits alimentaires non transformés. Ces prescriptions s'appliquent-elles aussi bien aux produits d'origine nationale qu'aux produits importés? Quel est l'organisme responsable de l'administration des prescriptions applicables aux produits importés et aux produits d'origine nationale?

Réponse

Le Service vétérinaire du Ministère de l'agriculture est responsable du contrôle vétérinaire des produits d'origine nationale et importés. Un certificat vétérinaire est requis pour la distribution de tout produit d'origine animale non transformé. Ce certificat est délivré par des vétérinaires agréés pour les produits d'origine nationale et par les services vétérinaires du pays d'exportation, sur la base des normes de qualité de la République de Lettonie, pour les produits importés par le gouvernement.

Le régime est fondé sur deux lois ratifiées par le Parlement, la Loi de 1992 sur la médecine vétérinaire et la Loi de 1995 sur les produits alimentaires.

48. La Lettonie déclare dans le document WT/ACC/LVA/4 qu'elle sait que les mesures sanitaires et phytosanitaires doivent être publiées à l'avance. Nous souhaitons qu'elle s'engage expressément à publier ces règlements avant de les mettre en oeuvre, en laissant suffisamment de temps pour les commenter.

Réponse

La Lettonie est consciente du fait que les mesures sanitaires et phytosanitaires doivent être publiées avant leur entrée en vigueur, dans des délais suffisants pour permettre des commentaires et accepte cette règle.

49. Quels sont les produits dont l'importation est expressément restreinte ou interdite pour des raisons zoosanitaires ou phytosanitaires? Des restrictions similaires s'appliquent-elles aux produits d'origine nationale?

Réponse

Produits dont l'importation est interdite:

- plantes ou produits végétaux contaminés par des agents faisant l'objet de mesures de quarantaine;
- agents pathogènes des végétaux, insectes et nématodes vivants;
- plantes vivantes et parties souterraines de plantes portant de la terre et terre;
- plants destinés à être transplantés et greffons d'arbres fruitiers, d'arbres forestiers et de plantes ornementales, destinés à la plantation industrielle, en provenance de tous pays dans lesquels existe une contamination.

Les mêmes restrictions s'appliquent aux produits d'origine nationale et aux produits importés. Il existe des prescriptions particulières pour différents produits d'origine animale destinés à être distribués ou importés en Lettonie.

50. A propos de l'annexe 5 (page 25) relative aux mesures sanitaires et phytosanitaires, le seul aspect préoccupant est celui de la transparence, puisque la Lettonie dit qu'elle ne publie pas toujours les règlements avant leur entrée en vigueur. La Lettonie a-t-elle l'intention de se conformer aux obligations énoncées à l'article 7 et à l'Annexe B de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires?

Réponse

La Lettonie pourra se conformer aux dispositions de l'article 7 et de l'annexe B de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires dès qu'aura été créé le Centre national de l'alimentation, institution spécialisée qui sera chargée de la diffusion de l'information.

2. Réglementation des exportationsb) Régime de licences d'exportation

51. D'après le document L/7527, l'exportation de métaux non ferreux est assujettie à des droits d'exportation et à des licences, et une licence est nécessaire pour l'exportation de spiritueux et de boissons alcooliques.

- **Le droit d'exportation s'applique-t-il également aux boissons alcooliques et aux spiritueux?**

Réponse

Les droits d'exportation ne s'appliquent pas aux boissons alcooliques et aux spiritueux.

3. Incitations à l'exportation, y compris les subventions

52. (80.) Dans le document WT/L/57/Add.1, le gouvernement letton indique qu'il est en train d'élaborer des projets de listes concernant les subventions nationales et les subventions à l'exportation. Veuillez confirmer si la Lettonie a bien l'intention de supprimer les actuelles subventions à l'exportation et de s'abstenir d'en introduire de nouvelles. Quelle est la période de transition envisagée pour l'élimination des subventions? Quels sont, le cas échéant, les produits pour lesquels la Lettonie envisage toujours d'appliquer des subventions?

Réponse

La Lettonie n'a pas l'intention d'introduire de nouvelles subventions à l'exportation. Toutefois, elle souhaite que le niveau actuel des subventions à l'exportation soit considéré comme niveau de base et est prête à les réduire conformément à l'Accord de l'OMC sur l'agriculture.

4. Réglementation du commerce de transit

53. En réponse à la question 111 du document WT/L/49, la Lettonie indique qu'elle n'applique pas de redevance de transit. Toutefois, le document L/7526 mentionne l'existence d'un droit de convoyage pour les convois spéciaux sous escorte douanière.

- **Veillez préciser en quoi consiste ce droit puisqu'il n'est apparemment pas considéré comme un droit de transit. Qui doit le payer et selon quelles modalités? Est-il perçu séparément des droits de douane? Veuillez expliquer aussi comment fonctionne le "dépôt de garantie".**

Réponse

Pour assurer la sécurité des transporteurs et pour empêcher la vente illégale des marchandises en transit en République de Lettonie, les transports par camions de certains produits en transit sont escortés par des représentants des douanes ou font l'objet d'un dépôt de garantie.

Le dépôt de garantie est égal au montant des droits qui devraient être payés pour importer les marchandises en République de Lettonie. Il est intégralement remboursé si toutes les conditions applicables aux opérations de transit sont respectées. Il doit être remboursé dans un délai de deux mois après la présentation des marchandises aux postes frontières. Il est perçu séparément du droit de douane.

Le droit de convoyage douanier pour un camion à travers le territoire letton est de 50 lati. Il couvre les dépenses engagées par les douanes pour assurer ce service. Il est payé par le transporteur.

IV. AUTRES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE EXTERIEUR2. Politique agricole

54. Les renseignements fournis par la Lettonie en ce qui concerne son soutien à l'agriculture dans les réponses à la question 3 du document WT/ACC/LVA/3, à la question 10 du document WT/L/49 et aux premières questions du document WT/ACC/LVA/4 (26) sont épars et contradictoires, mais nous apprécions les efforts faits par la Lettonie pour clarifier cette question.

- **Est-il vrai que cette forme de soutien est relativement récente (c'est-à-dire qu'elle n'existe que depuis 1994/95)?**
- **Dans quelle mesure les produits bénéficiant de subventions sont-ils aussi protégés au moyen de mesures quantitatives?**
- **Quelles sont les caractéristiques des crédits accordés par la Banque mondiale à la Lettonie en faveur des agriculteurs? Qui est responsable en cas de défaillance? Quel est l'organisme chargé d'administrer la distribution des crédits et sur quel budget est imputée la différence entre le taux d'intérêt appliqué et le taux du marché?**

Réponse

Ce type de subvention agricole est relativement récent (Règlement concernant le budget de l'Etat) puisqu'il ne date que de l'exercice 1994/95. En 1994, il était prévu d'accorder 24 600 lati de subventions pour financer des conseils pour l'amélioration des méthodes de culture de la betterave sucrière. En 1995, les subventions se sont montées à 234 000 lati, dont 200 000 lati affectés à des interventions précoces pour lutter contre les maladies des plantons.

En 1994, les subventions inscrites au budget pour les céréales se montaient à 922 800 lati, dont 653 300 pour des soins précoces contre les maladies des cultures hybrides. Le solde, soit 269 500 lati, était consacré au développement et à l'encouragement de la production régionale.

En 1995, le budget des subventions pour les céréales a été fixé à 4 059 000 lati, dont 500 000 lati pour le développement et l'encouragement de la production et 3 559 000 lati pour le développement des cultures hybrides.

Actuellement, l'institution de crédit préférée des agriculteurs est une entreprise publique, la Société lettone de financement de l'agriculture, fondée le 28 décembre 1993 sur la base du Règlement n° 171-r du Cabinet, afin d'assurer l'administration et la distribution des prêts accordés par la Banque mondiale pour développer et soutenir les entreprises privées de production agricole. Le principal actionnaire de cette société est le Ministère de l'agriculture. Elle est placée sous la tutelle du Cabinet, qui nomme les fonctionnaires compétents, lesquels font également partie de son conseil d'administration.

Le montant projeté du crédit à l'agriculture est de 25 millions de dollars EU, dont 11,9 millions pour les agriculteurs, 11,9 millions pour la transformation des produits agricoles et la sylviculture et 1,2 million pour des actions visant à encourager et à accélérer l'enregistrement des titres de propriétés foncières.

Ce crédit doit être réparti et utilisé sur trois à quatre ans. Sa durée combinée est de 17 ans et le remboursement doit commencer durant la sixième année. La Banque mondiale prête à 7,5 pour cent par an, mais en raison des frais de dossiers, le coût total est de 12 à 15 pour cent par an.

Entre le 10 janvier 1994 et le 1er novembre 1995, la société de financement de l'agriculture a accordé des prêts au secteur privé conformément aux conditions fixées par la Banque mondiale; elle a distribué des crédits de trésorerie à court terme et, depuis le 1er juillet 1994, des crédits d'investissement à long terme pour l'achat de matériel agricole et de bétail et pour la construction de bâtiments agricoles.

Au 1er juillet 1995, elle avait approuvé 2 811 434 lati de prêts, répartis entre 566 agriculteurs.

La distribution de ces prêts prend beaucoup de temps pour les raisons suivantes:

- 1) Risque de change - les prêts accordés par la Banque mondiale sont libellés en dollars mais les agriculteurs remboursent en lati qui sont ensuite convertis en dollars pour assurer le service du prêt.
- 2) Le bénéficiaire doit apporter 20 pour cent de fonds propres.
- 3) Les sûretés doivent représenter 150 pour cent du montant du prêt.

55. La Lettonie déclare qu'elle n'accorde aucune subvention visant à accroître les exportations. Toutefois, il ressort de la réponse à la question 10 du document WT/L/49 que les subventions

concernant le fromage, le beurre et les céréales sont octroyées dans l'intention d'accroître les exportations. Le document WT/L/LVA/4 mentionne également des subventions à l'exportation pour les produits laitiers et le seigle. Prière d'expliquer.

- Nous souhaitons avoir l'assurance que la Lettonie éliminera ces subventions à l'exportation dans sa liste concernant les produits agricoles et procédera aux réductions requises. En outre, nous rappelons à la Lettonie que l'institution de nouveaux programmes de subvention n'est pas compatible avec le processus qui a abouti aux Accords du Cycle d'Uruguay ni avec la procédure d'accession dans laquelle le gouvernement letton s'est engagé.

Réponse

On trouvera dans la liste des engagements initiaux concernant le soutien à l'agriculture et les documents complémentaires un tableau qui récapitule les subventions à l'exportation en vigueur en Lettonie. Il en ressort que la Lettonie a considérablement réduit le volume de ces subventions entre 1994 et 1995, tant en valeur qu'en ce qui concerne le volume des exportations subventionnées. Ainsi, pour ce qui est des exportations de beurre subventionnées, entre 1994 et 1995 le volume a diminué de 900 tonnes, soit de 53 pour cent, et le montant de la subvention de 285 600 lati, soit de 52,7 pour cent.

Pour les produits laitiers transformés, la diminution des quantités dont l'exportation est subventionnée a atteint 92 pour cent et celle du montant des subventions 93 pour cent. Pour le fromage, la diminution projetée est de 4 pour cent (montant de la subvention) et elle est de 36,7 pour cent pour le lait en poudre. En ce qui concerne les exportations de seigle, le volume d'exportations subventionnées a diminué de 38 pour cent en 1995 et le montant de la subvention de 41 pour cent.

Le document mentionné plus haut donne également la liste des produits qui bénéficient de ces subventions. Malgré la baisse très sensible des exportations subventionnées au cours des deux dernières années, la Lettonie n'est pas disposée à supprimer complètement les subventions, mais les réduira conformément aux Accords du Cycle d'Uruguay.

56. A propos des subventions à l'exportation, la Lettonie a indiqué quels étaient les produits agricoles (lait en poudre, lait entier en boîte, fromage, beurre et seigle) pour lesquels des subventions ont été versées en 1994 et devaient être maintenues en 1995. Veuillez fournir aussi des renseignements sur les subventions versées à ce jour en 1995.

Réponse

On trouvera dans la liste des engagements initiaux concernant le soutien à l'agriculture et les documents complémentaires un tableau qui récapitule les subventions à l'exportation actuellement en vigueur en Lettonie. Il en ressort que les subventions ont considérablement diminué entre 1994 et 1995, tant en valeur qu'en ce qui concerne le volume des exportations subventionnées.

57. En ce qui concerne le soutien interne, la Lettonie déclare qu'elle applique d'autres mesures de soutien pour les pommes de terre, les bovins, les semences de céréales, d'herbes et de légumes, et que ces mesures ne feront pas l'objet d'engagements de réduction car elles constituent un soutien "de minimis" (voir article 6 de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture). Veuillez fournir des informations détaillées sur ce point. En outre, la Lettonie déclare offrir un certain nombre d'aides autorisées ("catégorie verte"). Quelles sont ces autres aides? Veuillez décrire les programmes d'aide de la catégorie verte.

Réponse

La Lettonie a communiqué une récapitulation des mesures de soutien de la catégorie verte au Secrétariat de l'OMC, où elle peut être consultée. Ce document est joint à la liste d'engagements initiaux et aux documents complémentaires concernant le soutien à l'agriculture.

58. Le projet de liste d'engagements de la Lettonie concernant le soutien interne et les subventions à l'exportation dans le secteur agricole devra être complété par des données et des sources, ainsi que par une description des différentes mesures, pour permettre de vérifier la classification des différentes mesures. La Lettonie a indiqué qu'elle avait versé 1,67 million de lati de subventions à l'exportation en 1994; veuillez fournir une ventilation de ces subventions par produit. La Lettonie indique dans le document LVA/3 qu'elle a accordé des subventions à l'exportation pour le fromage, le beurre et les céréales en 1994. Peut-elle confirmer, pour chacun des produits concernés, que les importants objectifs de réduction des subventions mentionnés à la page 4 (53 pour cent pour le beurre, 38 pour cent pour le seigle et 92 pour cent pour le lait en boîte) ont été atteints ou dépassés? Nous souhaiterions obtenir une description détaillée des mécanismes de subvention à l'exportation appliqués. (101.) Quand la Lettonie a-t-elle l'intention de fournir au Groupe de travail ces documents et les tableaux qui doivent les accompagner?

Réponse

On trouvera dans la liste d'engagements initiaux et les documents complémentaires concernant le soutien à l'agriculture un tableau qui récapitule les subventions à l'exportation actuellement en vigueur en Lettonie. Il en ressort que les subventions à l'exportation ont beaucoup baissé entre 1994 et 1995, tant en ce qui concerne le volume des produits subventionnés que le montant des subventions. Ce tableau donne aussi la liste des produits bénéficiant de ces subventions. Compte tenu de la diminution considérable du montant des subventions à l'exportation au cours des deux dernières années, la Lettonie est disposée, de façon générale, à réduire ces subventions conformément aux procédures prévues dans les textes du Cycle d'Uruguay.

L'octroi de subventions aux négociants qui exportent des produits d'origine lettone est subordonné à la présentation des documents suivants:

- contrat concernant les produits exportés;
- document attestant l'origine lettone des produits;
- facture concernant les produits expédiés, visée par les douanes;
- document de paiement des produits exportés.

59. Veuillez fournir la liste des réductions de droits de douane visant les produits agricoles importés en provenance de l'UE, dans le cadre de l'Accord de libre-échange conclu avec celle-ci, au niveau des positions à six et/ou huit chiffres du SH.

Réponse

La liste des réductions de droits de douane appliqués par la Lettonie aux importations de produits agricoles en provenance de l'UE fait partie intégrante de l'Accord de libre-échange, qui a été notifié dans le document WT/REG/7/1 du 12 juillet 1995.

60. Veuillez confirmer que seuls les céréales, le sucre, les spiritueux et boissons alcooliques et les tabacs sont assujettis à une licence d'importation obligatoire, et indiquer les positions du SH de tous les produits concernés. Pour quel volume de chacun de ces produits des licences d'importation ont-elles été délivrées au cours des deux dernières années?

Réponse

Le Ministère de l'agriculture confirme que les céréales et le sucre figurent sur la liste des produits assujettis à licence d'importation.

Les licences d'importation ont été délivrées pour les volumes suivants:

	1994	1995
Sucre	1 625 tonnes	10 887 tonnes
Céréales		
- blé panifiable	45 000 tonnes	34 261 tonnes
- céréales fourragères (orge)		1 816 tonnes

Les importations sont strictement réglementées pour les produits relevant des positions suivantes du SH: 1001, 1002, 1003, 1004, 1101, 1102, 1103, 1104, 2300. Pour les autres produits céréaliers, les licences servent uniquement à des fins statistiques.

Conformément à la Loi concernant le marché céréalier et les réserves nationales de céréales, les importations des céréales et produits céréaliers ci-après sont réglementées au moyen de licence:

SH	VOLUME DE CEREALES IMPORTEES (milliers de tonnes)						
	Importations effectives	Volume arrêté par le Cabinet	Volume autorisé par les licences	Importations effectives	Volume arrêté par le Cabinet	Volume autorisé par les licences	Importations effectives
	1993	1994		1995			
1001 (froment)							
froment de minoterie	44,0	50,0	60,1	45,0	90,0	72,0	34,3
blé fourrager					100,0	5,5	0
1002 (seigle)	23,0						
1003 (orge)					80,0	13,4	1,8
1004 (avoine)							
1005 (maïs)	2,0		59,9	5,7		10,1	7,1
1006 (riz)							1,27
1007 (sorgho)							
1008 (sarrasin)			5,3	1,0		4,1	0,9
1008 (millet)						1,6	0,4
1101 (farine de froment)			12,6	12,0			
1102 (farine de seigle)							
1103 (céréales)			5,6	1,3			0,2
1104 (grains concassés)						11,6 (maïs)	3,4
1107 (malt)			3,5	1,8		21,1	2,5

Entre le 1er janvier 1994 et le 1er novembre 1995, la Lettonie a importé 8 millions de litres de boissons alcooliques. Le volume des importations de spiritueux durant cette période a été insignifiant.

Pour importer des tabacs en Lettonie, les entreprises (sociétés) doivent obtenir un permis spécial (licence) délivré par le Ministère des finances. La licence d'importation de tabacs destinés à la vente peut être délivrée à toute entreprise (société) enregistrée en Lettonie qui présente au comité chargé de l'octroi des licences les documents mentionnés à l'article 8 du Règlement n° 355 du 1er août 1995 du Ministère des finances (Ordonnance régissant la délivrance de permis spéciaux (licences) pour la production destinée à la vente, l'importation destinée à la vente et la vente en gros de tabacs) et observe toutes les conditions en vigueur.

La délivrance de permis spéciaux (licences) pour l'importation de tabacs destinés à la vente a commencé le 11 mai 1994. Comme seuls les tabacs portant un timbre spécial peuvent être vendus sur le territoire letton, dans la période allant de mai 1994 au 1er décembre 1995, les importations de paquets de tabac portant le timbre du droit d'accise ont atteint 16 110 millions d'unités.

61. Dans la réponse à la question 3, la Lettonie indique qu'en 1992 le gouvernement a fixé "des prix d'achats officiels garantis extrêmement élevés", bien supérieurs aux prix mondiaux. Afin de réduire les frais de stockage, il a ensuite été décidé d'octroyer des subventions à l'exportation à raison de 10 lati par tonne de seigle exportée. Le gouvernement letton cherchera-t-il à éviter qu'une telle situation se reproduise à l'avenir? Quand est-ce que la Lettonie a l'intention de communiquer son projet de liste d'engagements concernant les subventions à l'exportation dans l'agriculture?

Réponse

Cette mesure a été prise à titre exceptionnel et le gouvernement letton n'a pas l'intention d'y recourir à nouveau.

On trouvera dans la liste des engagements initiaux concernant le soutien à l'agriculture et les documents complémentaires un tableau qui récapitule les subventions à l'exportation actuellement en vigueur en Lettonie. Il en ressort que les subventions à l'exportation ont considérablement baissé entre 1994 et 1995, tant en ce qui concerne le montant des subventions que le volume des exportations subventionnées.

62. D'après la réponse à la question 14 du document WT/L/49, le Règlement 20 est une mesure temporaire qui ne s'applique qu'à certains produits agricoles, à savoir les céréales, le lait, la viande, le poisson, les pommes de terre et leurs préparations.

- Veuillez fournir une liste par numéro du SH de tous les produits contingentés, en indiquant le niveau du contingent et en donnant des renseignements détaillés sur la façon dont les négociants doivent s'y prendre pour être autorisés à exporter les produits visés par ces restrictions, c'est-à-dire les modalités de répartition et d'administration du contingent.
- Quelle est la relation entre ces restrictions et les contingents tarifaires appliqués aux importations en provenance de l'Union européenne? En attribuant des contingents tarifaires à l'Union européenne, la Lettonie fait-elle une discrimination envers d'autres fournisseurs? Dans l'affirmative, sur la base de quelles dispositions de l'OMC a-t-elle l'intention de justifier ce non-respect du principe du traitement NPF?

Réponse

Le Règlement n° 20 du Cabinet (17 janvier 1995) dispose que, si cela est rendu nécessaire à cause d'importations entraînant des pertes importantes, des perturbations ou des problèmes qui pourraient causer une forte dégradation de la situation socio-économique des producteurs de produits alimentaires, des mesures temporaires de contingentement seront prises pour certains produits. Comme aucune situation de ce genre n'est encore survenue, les mesures temporaires n'ont jamais été appliquées et il n'est donc pas possible de fournir les renseignements demandés pour examen. Il n'est pas non plus possible de faire de comparaison avec les contingents tarifaires actuellement appliqués par les membres de l'Union européenne, car ces contingents sont conçus, dans le cadre de l'Accord entre l'UE et la République de Lettonie, comme un moyen de libéraliser le marché, c'est-à-dire de réduire sensiblement les droits de douane pour une certaine quantité de produits. L'accord de libre-échange conclu par la Lettonie avec l'UE a été notifié dans le document WT/REG/7/1 du 12 juillet 1995.

63. A propos de la réponse à la question 14 du document WT/L/49:

- **Quel est l'organisme gouvernemental qui détermine s'il y a pénurie et comment procède-t-il?**
- **Pourquoi les mesures transitoires ne sont-elles applicables qu'aux céréales, au lait, à la viande, au poisson, aux pommes de terre et à leurs préparations? Ces produits sont-ils transformés ou produits par des entreprises d'Etat? Font-ils partie des produits considérés comme essentiels en Lettonie?**

Réponse

Une fois par trimestre, le Ministère de l'agriculture, utilisant des données fournies par l'Office national de la statistique et le Département des douanes, recueille et analyse les renseignements relatifs au niveau de la production nationale et aux importations et exportations actuelles. Il analyse la situation des importations tant en termes absolus qu'en les comparant à la production locale, et s'efforce de prévoir si ces importations vont menacer les fabricants locaux qui produisent des produits identiques ou plus compétitifs ou leur causer un grave préjudice. Il communique ensuite les résultats de cette analyse à d'autres institutions publiques et le Cabinet des ministres est habilité à instituer des mesures de protection supplémentaires conformément à l'accord pertinent de l'OMC.

Les mesures transitoires concernent les céréales, le lait, la viande, le poisson, les pommes de terre et leurs préparations car ces produits font partie de la catégorie des produits sensibles. La Lettonie a une solide tradition de production de ces produits et peut répondre à la demande du marché intérieur.

5. Politique en matière d'investissement intérieur et d'investissement étranger**64. Il est indiqué dans le document WT/L/63 que certaines dispositions de la Loi concernant l'investissement étranger ne sont pas compatibles avec l'OMC.**

- **La Lettonie a-t-elle modifié sa Loi concernant l'investissement étranger pour la rendre conforme aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur les MIC?**
- **Veuillez fournir avant la prochaine réunion du Groupe de travail une liste de toutes les MIC actuellement en vigueur qui ne sont pas compatibles avec l'Accord. En particulier, nous souhaiterions savoir ce qui est envisagé au titre du paragraphe 6 de la Loi concernant l'investissement étranger s'agissant de l'application de l'Accord sur les MIC.**

Réponse

Seul l'article 6 de la Loi concernant l'investissement étranger contient des dispositions incompatibles avec l'Accord sur les MIC. Actuellement, la délivrance des autorisations prévue au paragraphe 1 de la première partie de l'article a perdu de son importance car les investissements se font sur la base de la Loi concernant la privatisation des biens de l'Etat et des municipalités, qui contient d'autres dispositions. Des projets d'amendement visant à rendre la Loi concernant l'investissement étranger conforme à l'Accord sur les MIC et à la Loi concernant la privatisation des biens de l'Etat et des municipalités sont en préparation. Ils devraient entrer en vigueur à la fin de 1996 ou au premier trimestre de 1997.

6. Marchés publics

65. La Lettonie indique qu'elle est en train d'élaborer une Loi sur les marchés publics qui se fonde en partie sur l'Accord de l'OMC sur les marchés publics.

- **Où en est l'élaboration de cette loi qui, selon la Lettonie, entrera probablement en vigueur à la fin de 1995?**
- **La Lettonie a-t-elle posé sa candidature à l'accession à l'Accord sur les marchés publics? A-t-elle le statut d'observateur au Comité des marchés publics?**
- **Est-elle disposée à engager des discussions bilatérales sur la teneur de sa liste d'entités?**

Réponse

Le projet de Loi sur les marchés publics a été adopté par le Comité gouvernemental de l'économie et des finances; il était inscrit à l'ordre du jour du Cabinet des ministres le 12 décembre 1995 et sera ensuite soumis au Parlement.

Le Règlement du gouvernement et les instructions du Ministère des finances sont prêts mais ne seront publiés que lorsque la loi aura été ratifiée par le Parlement.

La Lettonie n'a pas encore demandé à accéder à l'Accord sur les marchés publics et n'a pas le statut d'observateur pour le moment.

Elle est prête à entreprendre des discussions bilatérales sur sa liste d'entités.

7. Entreprises commerciales d'Etat

66. D'après la réponse à la question 138 du document WT/L/49, en 1994, 546 entreprises appartenant à l'Etat ont fait des opérations de commerce international.

- **Veillez fournir une liste des entreprises d'Etat qui font actuellement du commerce international et des produits dont elles font commerce.**
- **Quels sont les droits de ces entreprises dans le domaine du commerce extérieur? Bénéficient-elles de droits exclusifs ou spéciaux?**

Réponse

Comme nous l'avons déjà indiqué dans la réponse à la question 15, le programme de privatisation est en cours; il est prévu de privatiser 75 pour cent des entreprises appartenant à l'Etat d'ici la fin de 1996. Une nouvelle liste de 200 entreprises à privatiser a récemment été présentée. Une proportion importante des entreprises sont encore en cours de privatisation; plusieurs sont en règlement judiciaire. En raison de cette situation changeante, la liste complète des entreprises appartenant à l'Etat n'est pas disponible actuellement.

En outre, conformément à la législation en vigueur, le gouvernement n'a pas le droit d'influencer directement la conduite des affaires (production, commercialisation, achat et vente) des entreprises appartenant à l'Etat. La législation détermine les modalités de la participation de l'Etat aux entreprises d'Etat et aux sociétés anonymes d'Etat. En général, la procédure est la suivante: l'Etat désigne un directeur général dans le cas des entreprises d'Etat et un représentant officiel dans le cas des sociétés anonymes d'Etat.

Conformément au Règlement n° 203 du Cabinet (15 août 1995), les entreprises les plus importantes sont sous la tutelle du Fonds des biens de l'Etat.

Aucune de ces entreprises n'a de droits exclusifs ou spéciaux car la législation en vigueur ne prévoit pas de tels droits.

Les entreprises appartenant à l'Etat ne bénéficient d'aucun traitement de faveur, droit ou privilège par rapport aux entreprises du secteur privé en matière de commerce extérieur.

67. Les réponses aux questions 11 et 12 (WT/ACC/LVA/3) semblent indiquer que, même s'il existe en Lettonie de nombreuses entreprises d'Etat, ces entreprises n'ont pas de droits spéciaux dans l'exercice desquels elles influeraient, par leurs achats ou leurs ventes, sur le niveau ou l'orientation des importations ou des exportations.

- **Comment cette déclaration peut-elle être conciliée avec le fait que l'Office des céréales jouit de droits spéciaux?**
- **Existe-t-il d'autres entités jouissant de droits spéciaux similaires?**

Réponse

Les entreprises appartenant à l'Etat ont les mêmes droits que toute entreprise privée en matière de commerce extérieur.

L'Office national des céréales est une institution publique agissant sous la tutelle du Ministère de l'agriculture pour appliquer la politique nationale en matière de céréales, conformément à la Loi concernant le marché céréalier et les réserves nationales de céréales. Il n'achète de céréales que pour reconstituer les réserves nationales qui, en 1995, représentaient 9,8 pour cent de la consommation annuelle totale.

Il n'existe aucune autre entité jouissant de droits similaires.

68. La Lettonie déclare dans cette section qu'elle n'a aucune entreprise commerciale d'Etat au sens de l'article XVII du GATT. Elle a déclaré qu'elle n'exploitait pas d'entreprises commerciales d'Etat au sens de l'article XVII du GATT, mais fourni par ailleurs des renseignements relatifs aux licences et monopoles qui paraissent indiquer qu'il subsiste des activités de production

et de commerce extérieur protégées par l'Etat et que les entreprises concernées agissent en tant qu'agents de l'Etat ou sous sa protection.

- **Il semble que l'Office national des céréales au moins répond à la définition d'une entreprise commerciale d'Etat au sens de l'article XVII; la Lettonie pourrait-elle préciser les raisons pour lesquelles il convient de ne pas considérer l'Office des céréales comme une entreprise commerciale d'Etat?**
- **Il pourrait aussi y avoir des entreprises commerciales d'Etat dans des secteurs tels que la production agricole, la distribution et le commerce du sucre, des métaux, des boissons alcooliques et dans le cas des "monopoles naturels" gérés par l'Etat.**
- **Nous demandons instamment à la Lettonie d'analyser plus soigneusement ses relations avec les entreprises actives dans ces secteurs et de fournir des réponses révisées aux questions concernant l'application de l'article XVII.**

Réponse

En réponse à ces questions, nous tenons à souligner que l'Office national des céréales n'est pas une entreprise d'Etat mais une institution publique dont le mandat, conformément à la Réglementation du marché céréalier et des réserves nationales de céréales, consiste à:

- analyser et prévoir l'évolution des prix sur le marché national des céréales;
- garantir la qualité des produits céréaliers;
- gérer la constitution et le stockage des réserves nationales;
- administrer l'inspection officielle des céréales.

En conséquence, l'Office des céréales ne peut être considéré comme une entreprise d'Etat intervenant effectivement dans l'achat et la vente de céréales.

Il existe en Lettonie plusieurs autres institutions publiques similaires, telles que la Régie des alcools, le Département des tabacs, etc.

Les céréales achetées pour les réserves nationales de céréales sont vendues sur le marché intérieur sans aucune restriction, au prix du marché. L'Office des céréales ne doit pas être considéré comme une entreprise commerciale d'Etat car il n'a aucune activité commerciale produisant un bénéfice.

Il n'existe en Lettonie aucune autre entreprise commerciale d'Etat correspondant à la définition donnée au paragraphe 1a du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII, c'est-à-dire qu'il n'existe pas d'entreprises gouvernementales et non gouvernementales auxquelles ont été accordés des droits ou privilèges exclusifs ou spéciaux dans l'exercice desquels elles influent, par leurs achats ou leurs ventes, sur le niveau ou l'orientation des importations ou des exportations, car il n'existe pas de monopole d'Etat au sens traditionnel dans le secteur des spiritueux et boissons alcooliques (voir réponse à la question 65). La Régie des alcools, en vertu de la réglementation en vigueur, a pour tâche de réguler la production, l'importation, le commerce de gros et de détail, le stockage, le transport local et international des spiritueux et boissons alcooliques et d'exercer la tutelle de l'Etat sur ses activités. La Régie des alcools est une institution officielle spéciale qui, en coopération avec d'autres organismes d'Etat, assure la supervision et l'application de la réglementation et délivre les licences requises pour exercer des activités commerciales dans le secteur des spiritueux et boissons alcooliques. Elle n'a aucune activité commerciale, c'est-à-dire qu'elle n'a aucune activité de production, d'achat ou de vente de spiritueux et de boissons alcooliques.

Les licences peuvent être délivrées à toutes les entreprises souhaitant exercer des activités commerciales dans la production, l'importation, l'exportation ou la vente de spiritueux ou boissons alcooliques, quel que soit leur régime de propriété (entreprises d'Etat et entreprises privées); ces entreprises doivent toutes répondre aux mêmes conditions pour obtenir une licence et, une fois la licence obtenue, ont toutes des droits et des obligations identiques.

9. Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

69. Veuillez exposer les dispositions de la législation et de la réglementation lettones en matière de protection du droit d'auteur.

Réponse

1) Protection du droit d'auteur

Comme nous l'avons indiqué dans des documents antérieurs (WT/ACC/LVA/4 et en particulier WT/L/49, section IV.9) - réponses aux questions 140 à 145 des parties contractantes, pages 73-76), la Lettonie a adopté le 11 mai 1993 une Loi sur le droit d'auteur qui comporte des dispositions relatives à la protection des programmes d'ordinateur et des bases de données.

Depuis, la Lettonie a adhéré à la Convention de Berne (1971) pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques (à compter du 11 août 1995). En outre, elle a récemment adopté de nouvelles lois et a l'intention d'adopter plusieurs autres lois et règlements qui précisent ou appliquent la Loi sur le droit d'auteur de 1993 ou s'y rapportent. A cet égard, il convient de mentionner en premier lieu la Loi du 6 octobre 1995 portant modification du Code pénal car elle prévoit une responsabilité pénale en cas de violation du droit d'auteur et des droits voisins. En adoptant cette loi, la Lettonie a aussi comblé certaines lacunes de son régime de droits de propriété intellectuelle.

En comparant les dispositions des articles 9 à 14 (Partie II) de l'Accord sur les ADPIC et celles des lois lettones dans le domaine de la protection du droit d'auteur, on peut conclure que les dispositions de la législation lettone sont conformes aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC.

2) Protection des autres formes de propriété intellectuelle

La concordance entre les dispositions de la législation lettone et les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC est indiquée dans le tableau qui figure à la page 30 du document WT/ACC/LVA/4.

Ce tableau montre que le régime de la Lettonie est conforme à l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne la Partie I, la Partie II (sections 1 et 2, 4 et 5, 7 et 8), la Partie III (sections 1, 2 et 5), la Partie IV et la Partie V.

Comme, depuis la rédaction des documents WT/L/49 et WT/ACC/LVA/4, la Lettonie a adopté certains instruments juridiques et adhéré à la Convention de Berne, ce tableau appelle quelques corrections. Ainsi, la Loi du 13 septembre 1995 portant modification du Code de procédure civile comble certaines lacunes de la législation lettone en ce qui concerne la section 3 (Mesures provisoires) de la Partie III de l'Accord sur les ADPIC. Le projet de Loi concernant la protection des topographies de circuits intégrés, qui a récemment été soumis à l'examen des autorités compétentes, reprendra les prescriptions de la section 6 de la Partie II, etc. (voir également la réponse à la question 96).

Les réponses aux questions 141 et 143 du document WT/L/49 contiennent également des observations qui ont un rapport avec le tableau du document WT/ACC/LVA/4.

70. Dans la section du document WT/ACC/LVA/4 qui porte sur les ADPIC, la Lettonie paraît indiquer que son régime de protection de la propriété intellectuelle est conforme à l'Accord sur les ADPIC.

Réponse

Voir réponse 71.

71. Veuillez compléter les informations fournies à la page 30 en indiquant précisément quelles sont les lois et autres dispositions qui correspondent aux différentes parties de l'Accord sur les ADPIC.

Réponse

Lois et autres dispositions correspondant aux différentes parties de l'Accord sur les ADPIC:

Partie I, article 2 - L'Acte de Stockholm de la Convention de Paris pour la protection de la propriété intellectuelle est entré en vigueur en ce qui concerne la République de Lettonie le 7 septembre 1993;

- Convention de Berne (1971) pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques (11 août 1995);

Partie II, section 1 - Loi sur le droit d'auteur (11 mai 1993);

- Loi portant modification du Code pénal (6 octobre 1995);

Partie II, section 2 - Loi concernant les marques de fabrique ou de commerce (11 mai 1993);

Partie II, section 3 - Dispositions de la Loi concernant la concurrence et la restriction des monopoles (3 décembre 1991), notamment en ce qui concerne la concurrence déloyale;

Partie II, section 4 - Loi concernant la protection des dessins et modèles industriels (4 mai 1993);

Partie II, section 5 - Loi concernant les brevets (2 mars 1993) et modifications (30 mars 1995);

Partie II, section 7 - Loi concernant la concurrence et la restriction des monopoles (3 décembre 1991), notamment dispositions relatives à la protection des renseignements non divulgués;

Partie II, section 8 - Loi concernant les brevets, Loi concernant les marques, Loi concernant la protection des dessins et modèles industriels;

Partie III, section 2 - Lois sur la propriété intellectuelle précitées;

Partie III, section 3 - Loi portant modification du Code de procédure civile, dispositions relatives aux mesures provisoires (13 septembre 1995);

Partie III, section 4 - Loi portant modification du Code de procédure civile (13 septembre 1995);

Partie III, section 5 - Code pénal;

- Loi portant modification du Code pénal (6 octobre 1995);

Partie IV - Loi concernant les brevets, Loi concernant les marques, Loi concernant la protection des dessins et modèles industriels et Loi sur le droit d'auteur;

Partie V, article 63 - Les lois et règlements et les décisions administratives définitives sont publiés sur le Journal officiel; les décisions judiciaires définitives sont publiées en langue lettone.

V. FONDEMENT INSTITUTIONNEL DES RELATIONS COMMERCIALES ET ECONOMIQUES AVEC LES PAYS TIERS

72. Comment les accords de libre-échange (ALE) conclus par la Lettonie peuvent-ils être considérés comme compatibles avec l'article XXIV du GATT étant donné que certains d'entre eux excluent les produits agricoles? Quels sont parmi les ALE ceux qui comportent un programme de libéralisation totale des échanges de produits agricoles? Quels sont ceux qui déboucheront sur l'application d'un droit nul aux produits agricoles? La Lettonie pourrait-elle indiquer quelle a été l'issue des négociations agricoles dans le cadre des accords commerciaux conclus avec les pays baltes (réponse à la question 63 du document WT/L/49)?

Réponse

La Lettonie tient à clarifier la situation en ce qui concerne les accords de libre-échange actuellement en vigueur. Ses accords de libre-échange avec la Norvège et la Suède ont été notifiés au Groupe de travail du GATT et examinés par celui-ci au titre de l'article XXIV.

L'accord de libre-échange conclu avec l'Union européenne a été notifié dans le document WT/REG/7/1 du 12 juillet 1995 pour examen au titre de l'article XXIV.

L'accord de libre-échange trilatéral conclu entre la Lettonie, l'Estonie et la Lituanie vise les produits industriels (chapitres 25 à 97 du SH) et un accord sur le commerce des produits agricoles est en cours de négociation.

Pour se conformer à ses obligations futures en tant que Membre de l'OMC, après son accession, la Lettonie notifiera au titre de l'article XXIV tous les ALE en vigueur à ce moment-là.

73. Où en est la négociation de l'accord trilatéral sur le commerce des produits agricoles entre les pays baltes?

Réponse

Cet accord est en cours de négociation.

74. En plusieurs occasions, la Lettonie n'a pas répondu de façon satisfaisante aux questions du Groupe de travail concernant la structure et l'incidence de ses ALE avec l'UE ou d'autres pays, notamment aux questions 14, 52, 62, 63 et 64 du document WT/L/49. Nous souhaitons qu'elle expose en termes clairs quelles sont les préférences tarifaires ou autres dispositions non conformes au principe NPF instituées par ces accords. Prière de répondre aux questions mentionnées plus haut.

- **Comment la Lettonie procédera-t-elle pour rendre ses accords de libre-échange conformes à l'article XXIV du GATT? A-t-elle l'intention de notifier ces accords au titre de l'article XXIV?**

- Dans son Aide-mémoire, la Lettonie indique que l'agriculture est exclue de ses accords de libre-échange. Toutefois, la réponse à la question 147 du document WT/L/49 semble indiquer que ces accords contiennent des dispositions concernant l'agriculture. Pourquoi cette contradiction?

Réponse

Voir la réponse 72.

VI. LOIS ET INSTRUMENTS JURIDIQUES

75. Veuillez donner la liste de toutes les lois et autres instruments juridiques en préparation, prévus ou récemment adoptés qui auront pour effet d'aligner le régime de commerce extérieur de la Lettonie sur les dispositions de l'OMC.

Réponse

Conformément à la Constitution de la République de Lettonie (Satversme) et à la Loi sur les accords internationaux, les accords internationaux priment la législation nationale. Si une loi contient des dispositions non conformes à des obligations internationales, les dispositions de l'accord international doivent être appliquées. Néanmoins, aux fins de la mise en oeuvre, les autorités lettones compétentes ont dû adopter plusieurs lois et règlements dont la liste est donnée ci-dessous:

- Loi portant modification du Code pénal (6 octobre 1995);
- Loi portant modification du Code de procédure civile - dispositions relatives aux mesures provisoires (Partie III, section 3 de l'Accord sur les ADPIC);
- Loi concernant la protection des topographies de circuits intégrés (en préparation);
- Loi portant modification du Code pénal en ce qui concerne la protection des topographies (en préparation);
- Loi concernant les oeuvres cinématographiques (en préparation);
- Loi portant modification du Code des infractions administratives (en préparation);
- Règlement concernant la distribution (reproduction) et la présentation publique d'oeuvres cinématographiques (en préparation);
- Loi concernant la protection des indications géographiques (prévue);
- Loi concernant la protection des renseignements non divulgués (prévue);
- Il est prévu d'apporter des modifications aux lois concernant les brevets, les marques et la protection des dessins et modèles industriels afin de les rendre pleinement conformes aux dispositions de la section 8 de la Partie II;
- Il est prévu d'apporter des modifications aux lois concernant les brevets, les marques, la protection des dessins et modèles industriels et le droit d'auteur afin de les rendre pleinement conformes aux dispositions des sections 3 et 4 de la Partie III.

Le Parlement a ratifié la Loi concernant la protection des droits du consommateur le 28 octobre 1992. Plusieurs lois sont au stade préliminaire:

- Loi concernant l'uniformité des mesures;
- Loi concernant l'évaluation de la conformité;
- Loi concernant la sécurité des produits et des services et la responsabilité civile des producteurs et fournisseurs de services.

La Lettonie est un des Etats qui ont signé le Traité de la Charte de l'énergie le 17 décembre 1994 à Lisbonne. En septembre 1995, ce traité et les documents connexes ont été ratifiés par le Parlement. Les parties de ce traité qui concernent le commerce extérieur (énergie, matériaux et produits) sont compatibles avec les dispositions de l'OMC.

Les parties contractantes sont en train de négocier d'éventuelles exceptions au traitement national ou au traitement NPF en ce qui concerne les investissements sur leur territoire.